

La Révolution Prolétarienne

REVUE FONDÉE PAR PIERRE MONATTE EN 1925

Dans ce numéro:

**Tragiques migrations
en mer**

J. Demorgon

**Centenaire de la mort
d'Albert Thierry**

Extraits, R. Jousmet

Présentation du CATS

Palestine (3)

P. Verhas

**Pour la fraternité et contre
toutes les xénophobies**

D. Guerrier

**Lettre d'Amérique:
Les «Latinos»**

D. Ball

**La Révolution Prolétarienne
Directeur Jean MOREAU**

**Siège social :
26, rue des Rosiers, 75004 PARIS
Tel : 01 48 87 59 80**

Éditée par :

**Les Amis de la Révolution Prolétarienne
Trimestriel. Abonnement : 23 euros
CCP : 8044 64 Y Paris**

Commission paritaire n° 0316G87832

Agir sans parvenir

« Refuser de parvenir ce n'est ni refuser d'agir, ni refuser de vivre : c'est refuser de vivre et d'agir pour soi et aux fins de soi » Voilà ce qu'écrivait Albert Thierry dans sa tranchée peu de temps avant d'y mourir, il y a un siècle. Les révélations ayant entraîné la chute de Thierry Le Paon à la direction de la C.G.T., et celles qui suivront inévitablement dans les mois ou années à venir, contrastent et continueront de contraster avec ce qui fondait le syndicalisme: une culture individuelle et collective vivante, partagée par les fondateurs de notre revue, avec des principes d'indépendance de classe et de refus d'intégration du syndicalisme déjà posés dans la Charte d'Amiens. C'est ce chemin de l'émancipation collective dans l'action, la transparence des mandatés, la démocratie ouvrière, qui est toujours nécessaire.

L'Europe d'aujourd'hui semble à l'image de ces naufrages de sans-papiers en Méditerranée : une forteresse libérale livrée aux nationalismes, aux égoïsmes, au repli sur soi : libre circulation des capitaux, mais pas des gens. Depuis la préhistoire, ce continent a toujours été une terre d'immigration. Le regard porté sur l'immigré est aussi symptomatique de ce que nous sommes nous-mêmes et de la société où nous vivons.

Les raisons d'agir ne manquent pas. Elles n'ont jamais manqué. Dans le premier éditorial de *La Vie ouvrière* en 1909, Pierre Monatte disait déjà : « *la véritable éducation, c'est l'action* ».

Stéphane JULIEN

Assemblée générale des Amis de la R.P. du 30 mai 2015

L'A.G. de la R.P. s'est tenue à l'E.D.M.P. (impasse Crozatier, Paris 12^{ème}) samedi 30 mai pour compléter et préciser les points en discussion lors de l'Assemblée de février. La participation à cette A.G. s'étant avérée limitée (de nombreux excusés), un rythme plus habituel sera repris dorénavant.

Le constat est fait que la charte graphique de la revue doit être modifiée : plus aérée, plus conforme aux standards actuels de la presse (photos, intertitres, etc.). Cela pose un problème de double contrainte pour la maquette : le projet éditorial d'investir de nouveaux sujets plus ancrés dans les luttes sociales d'hier et d'aujourd'hui, en recrutant au besoin de nouveaux collaborateurs, implique une tendance à une pagination plus élevée. Mais lorsqu'on dépasse 36 pages il faut massicoter en finition. Un fort volume de textes dans une place limitée ne facilite pas les possibilités d'« aération ».

L'A.G. décide :

- d'augmenter les délais entre la date limite de remise des textes (qui sera avancée) et la dépose de la maquette chez l'imprimeur.

- d'autoriser les coupes «à suivre» d'articles longs.

- de modifier la Une. Des éléments de sommaire seront ajoutés dans la colonne « collaborateurs » par réduction ou suppression de la liste de ceux-ci. On cherchera comment intégrer l'image du premier numéro de 1925.¹



dessin paru dans le N°1 de la R.P. en 1925

- de télécharger dès cet été Francine Moreau du rouage.

- d'inventorier les numéros manquants de sa collection en propre (non urgent).

Un membre de l'A.G. aborde un projet d'édition coopérative. Il précisera son projet à la prochaine A.G. accompagné d'un devis financier.

S.J.

¹ Il est apparu après A.G. que cela devait être discuté plus avant.

Les tests d'âge osseux

Dans notre dernier numéro nous avons relayé une pétition du Réseau Education Sans Frontières: « Mineurs isolés étrangers : proscrire les tests d'âge osseux ». Le récent congrès de la F.C.P.E. a adopté sur le sujet la motion suivante :

« **Des tests d'âge osseux** » sont encore pratiqués sur des mineurs isolés étrangers afin de les exclure de l'aide sociale à l'enfance, voire de les faire condamner à des mois de prison. Pourtant, les instances médicales, scientifiques et éthiques ont condamné cette pratique car, détournée de sa finalité thérapeutique, elle est jugée non fiable pour attribuer un âge civil à un individu.

Membre fondateur du réseau éducation sans frontière, la FCPE demande :

- que soit adopté par les parlementaires l'amendement à la loi sur la protection de l'enfance qui inscrira dans le code civil l'interdiction du recours à ces tests ;

- que soit inscrit dans la loi que tout jeune scolarisé bénéficie de droit à sa majorité d'un titre de séjour lui permettant d'achever ses études comme ses camarades pour ensuite travailler en mettant ses qualités et ses connaissances au service de la société dans le pays qu'il aura choisi.»

Collections numérisées de *La Révolution prolétarienne*

La collection de la R.P., de 1925 à 1939 est en libre accès sur internet :

- incomplète, mais avec possibilité de recherche chronologique, sur Gallica, la bibliothèque numérique de la Bibliothèque Nationale de France: <http://gallica.bnf.fr/ark:/12148/cb34387382s/date>.

- complète mais sans présentation (simple liste de fichiers pdf) sur le site du Centre de recherche pour l'alternative sociale (CRAS) de Toulouse : <http://cras31.info/spip.php?article50>.

Le sommaire de 1925 à 1929 est en ligne à <https://revolutionproletarienne.wordpress.com/2015/03/06/sommaire-1925-1929/>, et l'index de 1930 à 1935 à <https://revolutionproletarienne.files.wordpress.com/2014/03/indexrp1936.pdf>.



Tragiques migrations en mer.

Retour sur les Droits de l'homme

1./ Migrations mortelles sur les mers du monde !

Les migrations par mer sont depuis quelques années devenues régulièrement mortelles. Singulièrement en Méditerranée : 1500 morts en 2011 ; 1100 morts sur 2012 et 2013. En 2014, 3500 morts. Le directeur de l'Organisation maritime internationale pense que, si rien n'est fait, le chiffre peut s'accroître en 2015. Les causes en sont nombreuses. Certaines connues comme les 3 ans ½ de guerre civile en Syrie. Depuis ce pays, soixante mille migrants ont accosté en Italie. Trente mille l'ont fait depuis l'Erythrée. Les ressortissants de ce pays subissent une répression brutale : service militaire à vie, voire travail forcé illimité et non payé. D'autres mers que la Méditerranée sont concernées. Près de la Corne de l'Afrique : 240 morts. En Asie du Sud-Est, dans le Golfe du Bengale : 540 morts. En mai 2015, des milliers de migrants empruntant la Mer d'Andaman sont ensuite repoussés. Tous les pays de la région les empêchent d'accoster. Ces réfugiés viennent du Bangladesh ou, comme les Rohingyas, de Birmanie. Ceux-ci sont bien connus du Haut Commissariat aux Réfugiés de l'ONU comme étant l'une des « minorités musulmanes les plus persécutées du monde ». La compréhension de ces phénomènes donne lieu à polémique. On a une volonté d'assistance et une autre de rejet. Celle-ci parfois est hostile, parfois se pense comme simplement réaliste. On cite souvent Rocard : « La France ne peut pas accueillir toute la misère du monde ». Phrase malheureuse. Sophisme même, car c'est au monde qu'il faut référer la misère du monde. Or, la France est dans le monde, en travail avec lui, c'est là qu'elle doit agir ! Si on réfère isolément chaque pays à toute la misère du monde, aucun pays n'en est capable ! Dès lors, rien n'est possible et la misère est laissée là où elle est. Pourtant, une large part de ce monde ne cesse de parler de la mondialisation pour la dire même heureuse ! Mais que fait donc de la misère du monde, ce bonheur de la mondialisation ? Il s'agit d'une vaste responsabilité ; il ne sert à rien de la repousser vers les autres ; il faut au contraire la partager. Peut-on prétendre que les pays en crise sont à eux seuls responsables de leur situation ? A ce sujet, nous aurions pu nous proposer ici de critiquer les prétentions mensongères du libre-échange mondialisé. Face à ces migrations maritimes mortelles, nous avons préféré reprendre sérieusement la question des droits de l'homme.

2./ Droits de l'homme au regard des autres civilisations ?

A la recherche de ce qui pourrait être communément

admis par toutes les cultures, François Jullien (2008) s'interroge quant au regard porté par diverses civilisations sur la Déclaration universelle des Droits de l'homme. On est alors conduit à douter de cette universalité. Ainsi, dans la pensée de l'Inde classique, l'homme individuel « ne peut être isolé ni des animaux en raison du cycle des renaissances, ni du groupe qui l'intègre, ni du monde par rapport auquel il n'est souvent que réactif ». Face au maître mot de l'Occident « liberté », « l'Extrême Orient inscrit l'harmonie ». Les Droits de l'homme sont en défaut pour les religions de la transcendance divine qui s'en remettent à la Révélation comme l'islam. Ils le sont aussi quand ce qui prime est le réel immanent dans lequel nous sommes. Ainsi, en Chine où les Droits de l'homme se traduisent par *ren-quan*. *Quan* désigne « en propre la balance et l'opération de la pesée » et sert à dire aussi bien le pouvoir notamment politique (*quan-li*) que la circonstance ou l'expédient (*quan-bian* et *quan-mou*) ». Le pouvoir ne peut accepter un droit qui prétend le transcender. Ce droit ne constitue qu'une idéalité absolue, privée de toute insertion dans des situations concrètes. Ce sont elles qui requièrent à chaque fois décision et action uniques. Revient aussi « le vieil argument taoïste : l'émergence des Droits de l'homme et leurs revendications ne sont dues qu'à la perte d'une harmonie primitive ». Parfois, il semble cependant y avoir comme un clin d'œil entre les pensées des civilisations. Quand le chercheur occidental demande si l'idée de révolution - pas de terme en chinois - est cependant pensable, le chercheur chinois, après réflexion, énonce que la Révolution a eu lieu quand la Chine a retrouvé son indépendance face à la domination occidentale.

3./ Droits de l'homme ou du citoyen ?

Désireux de comprendre le fait politique qui fonde les sociétés, Giorgio Agamben (2002 : 31) se réfère à la thèse classique de Hobbes dans *Léviathan*. La vie politique se déroule sous le pouvoir de l'Etat. Celui-ci protège « la vie nue » de l'individu. Mais il ne le fait qu'à la condition d'obtenir en retour un droit de vie et de mort sur tous. C'est vrai du Nouveau Régime comme de l'Ancien. La Déclaration se dit des « Droits de l'homme et du citoyen ». Mais pourquoi des deux ? Ne s'agit-il pas du même ! Dans la perspective de l'égalité universelle des êtres humains, le citoyen c'est tout homme ! La Déclaration universelle des Droits de l'homme est faite en France, au 18^e siècle. C'est contre l'autorité, l'inégalité de la société royale que

l'on affirme : « les hommes naissent et demeurent libres et égaux en droit ». La Déclaration pose ainsi un véritable fait-valeur. Toutefois, elle le prend comme une évidence sans jamais l'expliquer. Ce qui ne va pas de soi pour plusieurs raisons. La Déclaration est localisable en un pays. Elle est datée d'une époque. Ces contextes l'interprètent qu'on le veuille ou non. On ne dit pas qui est l'homme. Les races humaines sont sans doute égales, Saint-Paul le disait déjà ! Par contre, la femme ne participe toujours pas aux mêmes droits que l'homme, même après la Révolution ! Et surtout, l'homme, ce n'est pas tout homme, c'est seulement le citoyen français masculin. Dans la France du 18^e siècle, ce qui est promis c'est la protection de ce citoyen, non celle de tout homme ! Au nom de cette protection, le nouveau pouvoir républicain peut exiger, lui aussi, de son citoyen, le sacrifice suprême dans la lutte contre d'autres hommes étrangers, barbares. Ce que « La Marseillaise » chante, on ne peut plus clairement !

4./ Des *Citizens* aux *Denizens*

Dès 1943, stimulée par son exil à Londres, Hannah Arendt produit un bref article « *We refugees* » (« Nous les réfugiés »). Elle y revient dans son livre sur l'impérialisme où elle traite « Le déclin de l'Etat-nation et la fin des Droits de l'homme ». Agamben, « prend au sérieux cette formulation qui lie de manière indissoluble le sort des Droits de l'homme à celui de l'Etat national moderne ». L'échec de celui-ci comme protecteur effectif de ses citoyens signe le devenir obsolète des Droits de l'homme. Ainsi, pour Hannah Arendt, « La conception des droits de l'homme fondée sur l'existence supposée d'un être humain en tant que tel, tombe en ruine dès lors que ceux qui la professent se trouvent pour la première fois face à des hommes qui ont vraiment perdu toute autre qualité et relation spécifique – à part le pur fait d'être des êtres humains ». Pour Agamben aussi, l'Etat-nation est en échec d'humanité : « Que, dans l'ordre politique de l'Etat-nation, il n'y ait guère d'espace pour le pur homme en soi est prouvé par le fait que le statut du réfugié a toujours été considéré, même dans les meilleurs des cas, comme une condition provisoire qui doit conduire à la naturalisation ou au rapatriement ». La situation mondiale actuelle le démontre tragiquement dans les mers asiatiques comme en Méditerranée. Sur le continent européen, on ne cesse d'ouvrir et de fermer des « camps ». Les « sans papiers » restent suspendus entre naturalisation possible et reconduction aux frontières. Agamben conclut : « Si le réfugié représente dans la structure de l'Etat-nation un élément aussi inquiétant, c'est avant tout parce que, cassant l'identité entre homme et citoyen, entre nationalité et nationalité, il met en crise la fiction originaire

de la souveraineté populaire ». On l'a vu encore, en ce début de juin 2015, lors de déplacements musclés d'un quartier parisien à l'autre, de réfugiés. Ceux-ci prennent une certaine assurance. Ils ne veulent pas se retrouver dans des centres pour SDF. Ils ne sollicitent même plus le droit d'asile. Ils veulent pouvoir se déplacer librement hors frontières, à la recherche d'un lieu et d'un travail. Cela sans considération du caractère national de ce lieu et de ce travail. Dès lors, on comprend l'opposition faite par Tomas Hammar entre *Citizens* et *Denizens*. Agamben explicite : « Les Etats industrialisés sont aujourd'hui confrontés... à une masse de résidents stables non citoyens (*Denizens*), qui ne peuvent ni ne veulent plus être ni naturalisés ni rapatriés. Ces non citoyens ont souvent une nationalité d'origine, mais, du moment qu'ils ne se réfèrent plus à la protection de leur propre Etat, ils se trouvent, tout comme les réfugiés, dans la condition d'apatrides de fait ».

5./ L'insuffisante mobilisation des Etats contre l'inhumain

Il y a deux ans, nous nous interrogeons ici même (n° 781, juin 2013) sur la célébration de l'abolition de l'esclavage. Il ne nous était malheureusement pas difficile de constater que celui-ci se maintient sous diverses formes. En avril 2013, à Dacca, le Rana Plaza, bâtiment affecté à l'industrie textile, s'effondre, faisant 1134 morts. Sa conformité de construction n'avait pas été contrôlée. L'entreprise étant sous-traitante pour de grandes marques occidentales, le scandale éclate au plan mondial. Depuis, des dizaines de bâtiments ont été découverts non conformes, certains si dangereux qu'ils ont été abandonnés. Un procès est enfin prévu après une longue série d'obstacles. De même, après des grèves soutenues, le salaire mensuel des employés est passé de trente à soixante-dix euros. Inutile de dire que l'entreprise embauche ses employés dans des conditions qui la mettent largement à l'abri de toute implication légale. Mais revenons en Europe de l'Ouest. Chacun y pense l'esclavage impossible. Bien au contraire. Autour de 150.000 jeunes femmes entre quatorze et vingt-cinq ans sont recrutées chaque année au moyen de diverses duperies. Elles viennent surtout d'Europe de l'Est ou d'Afrique occidentale. Françoise Héritier (2007), dans son étude, précise leur calvaire. Elles sont séquestrées, subissent de nombreuses brutalités voire de multiples viols pour briser leur résistance ; leurs papiers sont confisqués ; elles sont menacées de représailles sur les membres de leur famille dont leurs jeunes sœurs. Leurs employeurs les revendent.

Sur tous les continents, même si c'est de façon variable, les Etats n'agissent que très insuffisamment contre tout cet inhumain.

6./ Chemins possibles ou impossibles vers de vrais Droits de l'homme ?

Poser qu'il puisse y avoir un « universel » des Droits de l'homme semble relever de l'ignorance ou de la tromperie. On doit au Prix Nobel d'Economie 1998, Amartya Sen, une tentative réussie pour sortir l'économie de ses indices réducteurs comme le PIB. Pour cela, il a amorcé la construction d'un Indicateur du Développement Humain (IDH). En 2008, la Commission Stiglitz, Sen et Fitoussi redit les insuffisances du PIB et l'intérêt, au-delà de la production, de mesurer aussi la consommation, le bien-être et les inégalités. L'IDH prend en compte conditions de vie matérielle, santé, éducation, activités personnelles, participation à la vie politique, environnement, liens et rapports sociaux, sécurité économique et physique, espérance de vie. En 2010, la durée de la scolarisation est mieux prise en compte ainsi que le calcul des inégalités dont celle de genre. Grâce à cet indicateur, on a déjà pu obtenir tel ou tel résultat significatif : 80 % de la population mondiale échappe à toute protection sociale complète. Ou encore, plus de 2 milliards de personnes vivent dans une situation de pauvreté multidimensionnelle. De son côté, l'Observatoire des inégalités a récemment établi que 43% du patrimoine mondial sont détenus par 1% des acteurs humains. On peut au moins en déduire que cette élite responsable ne sait pas, ne peut pas, voire ne veut pas œuvrer davantage au développement des humains. Pire peut-être, certains tirent leur bénéfice de l'usage qu'ils peuvent faire de ces humains sous-développés. Comme si la richesse ne pouvait advenir qu'à partir des capacités des humains soumis. Impossible de ne pas voir pourtant que bien plus grande, bien plus étendue et durable est la richesse qui provient des découvertes scientifiques, des inventions techniques et des créations esthétiques. Continuer à laisser des milliards d'êtres humains dans le sous-développement affecte profondément tout le devenir de l'humanité. Nous n'avons pas encore compris que, de par sa condition naturelle, l'être humain se développe en travaillant sur tout ce qui l'entoure. C'est par ce travail qu'il ne cesse d'ajouter de nouvelles capacités à celles déjà reconnues. Les êtres humains se développent en travaillant, de multiples façons, auparavant inconnues, sur tout ce qui les entoure et les stimule. Ce faisant, ils s'ajoutent de nouvelles capacités. De par sa condition naturelle qui le laisse inventer et renouveler ses conduites, ses actions, ses opérations, l'être humain se développe indéfiniment. Pour peu, toutefois, que ne soit pas barrées mais favorisées ses explorations, ses initiatives, ses constructions. Amartya Sen emprunte à la langue anglaise le terme de *capability* dont il généralise l'usage. La capacité devient ainsi la caractéristique fondamentale de l'humain. S'il y a un véritable droit de l'homme, c'est là qu'il est. Amartya Sen le

formule simplement. La capacité de l'être humain c'est « le droit de recevoir la quantité de puissance d'agir dont chacun a besoin pour devenir l'auteur de sa vie ». Cela dénonce esclavages, servages, salariats prolétariés. Les économistes classiques calculent les dépenses vertigineuses que les Etats et les entreprises seraient supposés faire pour réduire le sous-développement. Par contre, ils ne calculent pas les bénéfices qui surviendraient au fur et à mesure de l'extension du développement des humains. Peut-être les menaces qui résultent des bouleversements écologiques obligeront les Etats et les peuples à se constituer en un tout capable de construire interactivement leurs antagonismes. Les migrants d'aujourd'hui qui risquent leur vie représentent peut-être moins les échecs passés que les frémissements de l'avenir. Dans leurs paris irraisonnés, irrationnels, invraisemblablement risqués, dans leurs engagements en marge des institutions, ils sont comme ces enfants que l'on dit inconscients du danger. Ils connaissent le pire ; le meilleur, ils le postulent et, parfois, le rencontrent chez ceux qu'ils croisent dans leurs parcours. Ils font un pas dans cet univers futur d'interactivités libres. Faute de s'y rallier, les Etats d'aujourd'hui se condamnent à rester encore largement inhumains.

J. DEMORGON

Bibliographie

- Agamben G. 2002. *Moyens sans fins. Notes sur la politique*. Paris : Payot.
- Bouissou J. 2013. « Le drame de Dacca ». *Le Monde*, 26 juin.
- Cyran O. 2013. Au Bangladesh, les meurtriers du prêt-à-porter. *Le Monde diplomatique* 711.
- Demorgon J. 2010. *Déjouer l'inhumain*. Préf. J. Cortès, Paris : Economica.
- Héritier F. Nancy J.L. e. a. 2007. *Le corps, le sens*. Paris : Seuil.
- Jullien F., 2008, *De l'universel, de l'uniforme, du commun et du dialogue entre les cultures*, Paris, Fayard
- Rifkin J. 2012. *La troisième révolution industrielle*. Paris : LLL.
- Sen A. 2015. *Identité et violence*. Paris : O. Jacob.
- Serres M. 2014. *Hominescence*. Paris : Le Pommier.



Site de La Révolution prolétarienne

Vous trouverez des articles de La R. P., des archives la concernant, des biographies de nombre de militants du mouvement ouvrier, des actualités syndicales... sur le blog:
<http://revolutionproletarienne.wordpress.com>

Ouvrons les portes

Environ 400 migrants auraient péri noyés, dimanche 12 avril, au large de la pointe sud de l'Italie. Partie de Libye, leur embarcation de fortune où s'entassaient 550 passagers aurait chaviré à la suite d'un mouvement de panique, au moment où les secours étaient en vue.

Cet accident dépasse encore en gravité celui de Lampedusa, en octobre 2013, où 366 Somaliens et Erythréens avaient trouvé la mort. A la suite de quoi, l'Italie avait financé et mis en place le programme de sauvetage *Mare Nostrum*. Mais un an après, se sentant délaissée par l'Europe, l'Italie a abandonné ce plan qui a permis de sauver 170 000 vies. L'Europe n'a pas pris la relève. La mission « Triton » qu'elle a mis en place n'a pas pour objectif de sauver des vies ni de chercher des esquifs en difficulté, mais de surveiller les frontières et d'empêcher d'entrer dans l'espace Schengen.

Partout en Europe les droites xénophobes et racistes exigent de « repousser l'invasion de clandestins ».

Non seulement l'Europe tourne ainsi le dos à ses propres valeurs, mais elle se prive d'énergies et de talents.

Les Etats-Unis ont tiré un immense avantage d'avoir accueilli nombre de savants, avant et pendant la seconde guerre mondiale, pourchassés en raison de leurs opinions ou de leurs origines.

Nous avons en France des villages qui se meurent, nous avons des campagnes qui se désertifient, nous avons de l'espace : nous pouvons, nous devons accueillir largement les demandeurs d'asile, qu'ils fuient les guerres, les catastrophes climatiques ou la misère.

L'obstacle ? La « grande peur du déclassement des classes moyennes, la profonde colère des classes populaires, le sentiment diffus que la France a perdu sa place et que l'Europe est menacée par la montée en puissance des pays émergents et les fractures du monde musulman » (*Le Monde*, éditorial, 28 mars). C'est-à-dire une perte de confiance en nous, en nos forces, en la puissance de nos valeurs.

La colère des classes populaires est justifiée. Mais elle est mal orientée. « On n'est pas à un moment où la planète s'est appauvrie. On est à un moment où le capitalisme a réussi à s'organiser pour ne plus verser sa part au bien public. Fraude fiscale et évasion fiscale se comptent en milliards d'euros. Alors, il n'y a plus d'argent dans les caisses » (Paul Moreira, interviewé dans *Télérama* du 15 avril au sujet de son enquête « danse avec le FN », diffusée sur Canal+).

Les multinationales sont en effet toujours aussi puissantes, avec, face à elles, des gouvernements qui semblent n'avoir qu'une obsession : satisfaire leurs exigences toujours plus destructrices. Sous prétexte de compétitivité, la destruction de la nature et des solidarités sociales se poursuit tandis que l'Europe est lancée dans une fuite en avant austéritaire.

Ouvrons les portes aux demandeurs d'asile, faisons rendre gorge aux oligarques !

Jean-Paul ALLETRU

Lettre mensuelle *Citoyen du monde à Montrouge* N° 125, avril 2015

Liberté pour Alexandr Koltchenko, antifasciste de Crimée, kidnappé et emprisonné par l'Etat russe !

Depuis plusieurs années, A. Koltchenko est connu en Crimée pour ses engagements antifascistes, syndicaux, anarchistes, écologistes. Ayant diffusé un film sur l'assassinat de la journaliste indépendante criméenne Anastasia Baburova, à Moscou en 2009, il avait déjà été attaqué au couteau par une bande fasciste. Il a poursuivi ses activités militantes en faveur des droits humains et a ainsi participé, dans le camp clairement antifasciste, aux manifestations de la place Maïdan qui ont abouti à chasser le président ukrainien Ianoukovytch, dont le clan pillait les richesses et exploitait la population de ce pays.

Lors de l'intervention militaire russe en Crimée, Alexandr Koltchenko a organisé des manifestations pacifiques de protestation contre l'occupation militaire, qui a faussé le référendum, aux côtés de citoyens et citoyennes tatar-es, ukrainien-nes ou russes. Quelques jours avant une de ces manifestations, la police politique russe (FSB) a enlevé plusieurs des organisateurs de ces résistances populaires ; ce fut le cas d'Alexandr Koltchenko, le 16 mai 2014.

Avec trois autres personnes ainsi kidnappées, il a été accusé notamment « d'organisation d'un groupe terroriste lié à l'extrême-droite ukrainienne ». S'ensuit une litanie d'accusations délirantes : Koltchenko est accusé d'avoir planifié des explosions près de la statue de Lénine à Simféropol les 8 et 9 mai, saboté des voies ferrées et des lignes électriques, tenté d'incendier les locaux de l'Unité Russe et de la Communauté russe de Crimée le 14 avril, et ceux de Russie Unie le 18 avril !

Alexandr Koltchenko est un antifasciste que la police politique tente de faire passer pour un fasciste.

Alexandr Koltchenko est un homme qui se considère comme citoyen ukrainien et que la police politique russe veut juger en tant que russe. Il est enfermé dans des conditions draconiennes, ses avocats sont privés des droits élémentaires d'une défense digne de ce nom, et il est sous la menace de 15 à 20 ans de camp de travail.

A. Koltchenko est étudiant et militant syndical ; il travaillait aussi comme postier, en parallèle de ses études. Il défend activement, par sa pratique, le droit de s'organiser librement, le droit de créer et faire vivre des organisations associatives, syndicales, écologistes ou politiques.

Il fait partie des hommes et des femmes qui luttent contre l'extrême droite, qu'elle soit ukrainienne, russe ou autre. Parce qu'il lutte contre la corruption et pour l'égalité des droits entre tous et toutes, A. Koltchenko, est la cible des clans oligarchiques, en Russie, en Ukraine. A. Koltchenko milite pour le droit de chaque peuple à décider de son avenir.

La situation d'A. Koltchenko est emblématique de la répression exercée dans cette région du monde. Mais son cas est loin d'être le seul. A travers A. Koltchenko, ce sont les libertés démocratiques de tous et toutes que nous défendons. Notre démarche, comme celle d'A. Koltchenko, s'oppose donc à celles et ceux qui veulent restreindre ces libertés. Nous exigeons également la libération du cinéaste ukrainien Oleg Sentsov, détenu sous les mêmes accusations et risquant une peine semblable.

Pour la libération immédiate d'Alexandr Koltchenko, d'Oleg Sentsov et pour les libertés démocratiques dans tous les pays, nous appelons à amplifier la solidarité internationale afin de dénoncer leur enlèvement et leur détention par les autorités russes (qui comptent les juger fin juin), exiger leur libération immédiate, et pour que le gouvernement ukrainien revendique explicitement leur libération.

(Nombreux signataires)

Centenaire de la mort d'Albert Thierry



Instituteur mort à 33 ans au front le 26 mai 1915, Albert Thierry laissait une œuvre emblématique d'une génération de pionniers du syndicalisme révolutionnaire, de militants consciencieux travaillant dans le «refus de parvenir». Les idéaux généreux de cette génération ont toujours été au cœur de notre revue.

Nous publions ici des extraits du journal qu'Albert Thierry tenait dans sa tranchée, suivis d'une contribution de Raymond Jousmet.

Extraits

De la Justice

La définition de la Justice a été posée dans la Déclaration des Droits des Peuples. « Ce n'est pas la force qui fonde le droit, c'est une dignité accrue dans l'homme qui l'exige à son heure et le formule ».

L'homme juste peut ainsi résoudre les conflits des nations contre les nations, des classes contre les classes.

Restent « les derniers conflits qui séparent les hommes entre eux et divisent l'homme d'avec lui-même ». Ceux-ci ne seront résolus que par un moyen.

107. J'appelle ce moyen le *Refus de Parvenir*. — Mais pour le mieux comprendre, il faudrait savoir ce qu'est le Parvenir.

108. Qu'il s'agisse de s'enrichir, ou de prendre femme, ou de s'anoblir, ou de prendre rang, par là de gagner la jouissance, le loisir, la vanité et les femmes — une société pareille à celle d'autrefois, mais plus hypocrite, appelle cela une noble ambition.

109. Un cynique la traduit : Enrichissez-vous! — Les cyniques plus naïfs l'avaient proclamée en ouvrant la carrière au talent.

110. De là, anciennement et aujourd'hui, et peut-être éternellement, tant de soucis, de travaux, de faussetés, de veilles intéressées, de guerre intérieure et de forfaits extérieurs pour parvenir ; c'est-à-dire pour dépasser du chapeau, du bâton ou de la couronne les compagnons de son enfance.

111. On distingue une ambition

noble et une ambition déréglée. On distingue un parvenir légitime et un parvenir illégitime.

112 ... (*Supprimé par la Censure*).

113. Point de paix intérieure à moins, disons-le avant de le démontrer, d'admettre et de croire qu'il n'y a pas de parvenir légitime — et que l'ambition d'utiliser pour soi seul, à fin d'égoïsme ou de gloire, l'immensité du travail social (même en en prenant sa part) est une ambition injuste; — et qu'en d'autres termes, il n'y a pas de parvenir légitime.

114. Que porte la devise des parvenus et de ceux qui veulent parvenir ? — Jouir davantage !

115. Et pour cela (qu'est-ce qui leur coûte ?) ils renient au premier succès d'école ou de société leur famille et leurs amis pauvres.

116. Révolutionnaires afin d'effrayer une injustice bien assise, ils se laissent capter par elle et caresser sur ses genoux : ainsi le régicide devient préfet et l'anarchiste ambassadeur.

117. Toute sympathie est pour eux calcul, tout amour exploitation, toute foi hypocrisie, tout effort résultat, tout progrès de pensée trahison, toute montée écrasement.

118. Ainsi le Parvenir fait tout le trouble intérieur, en systématisant les ambitions de l'homme et en les rendant injustes et insatiables ; — et il est responsable également du trouble extérieur puisqu'il entretient dans les hommes une *volonté d'injustice* et renouvelle ceux qui l'exerceront en les divisant continuellement d'avec le peuple opprimé.

119. Refuser de Parvenir serait donc à la fois remédier à ce trouble extérieur en tarissant son principe, et remédier au trouble intérieur en assainissant le désir de l'homme.

120. Refuser de Parvenir, ce serait (pauvre surtout, mais riche aussi) renoncer à acquérir (à conserver) la richesse, — et avec elle dans un Etat fondé sur l'or — l'autorité sociale, prestige ou charge, le loisir, le luxe, la jouissance, le faux amour, la liberté d'être injuste.

121. Analytiquement, 011 voit que cette morale du Refus de Parvenir comporte une éducation, — la même ouvrière, scientifique et philosophique, — dont il a été parlé déjà, et qui dispose à l'adaptation et à la sagesse.

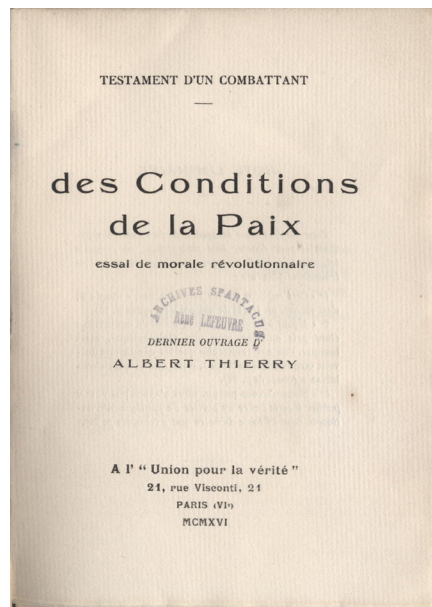
122. Elle comporte pour tout homme et tout citoyen l'obligation du travail : elle assure donc à chacun également la capacité économique, fondement premier du droit.

123. (Comme si le misérable ou seulement le pauvre ou l'infirme avait un droit assuré dans notre fausse société ! Comme si leur sort incertain ne faisait pas notre plus constante angoisse !)

124. Tandis que les anciennes prescriptions sociales (tacites) n'exigeaient rien des hommes les mieux doués, et leur permettaient de s'élever par leurs vertus et leurs talents ou par les mille moyens vils des affranchis, celle-ci pour la première fois fait obligation à ces privilégiés de se dévouer à leur classe premièrement (faut-il recevoir ainsi du hasard l'injonction

du sacrifice !) — c'est-à-dire à la classe la plus pauvre, la plus iniquement traitée — et de lui distribuer en les purifiant les biens spirituels (artistiques, scientifiques et moraux) accumulés jadis par la classe la plus favorisée.

(...)



140. Refusant de parvenir, l'homme qui travaille pour le peuple d'où il est sorti par l'éducation, où il revient par le sacrifice, apprend à le préférer dans ses vertus et se promet de le guérir de ses vices ; il l'aime autant que s'il y était demeuré en pleine conscience, et il l'aime mieux...

(...)

145. Refuser de parvenir ce n'est ni refuser d'agir, ni refuser de vivre : c'est refuser de vivre et d'agir pour soi et aux fins de soi.

Albert THIERRY

(*Testament d'un combattant - Des conditions de la paix*, 1916)

Merci à notre camarade Daniel Guerrier pour avoir scanné quelques pages du livre pour la R.P.



Albert Thierry et « l'école syndicale »

L'œuvre d'Albert Thierry, instituteur et militant du début du XX^{ème} siècle, est le plus souvent associée à la notion de refus de parvenir, qu'il a élaborée dans ses articles et qui fut l'un des socles de l'orientation syndicaliste révolutionnaire. Cependant, ses « *Réflexions sur l'éducation* » : publiées en 1927 par la « Librairie du Travail », vont bien au-delà de cette seule thématique.

Les « Réflexions sur l'éducation » sont une compilation d'articles publiés dans *La vie Ouvrière* de janvier 1912 à septembre 1913, auxquels s'ajoutent les « Nouvelles de Vosves », publiées dans *l'École rénovée* de février à juillet 1909, puis dans *La Vie Ouvrière* de novembre 1909 à janvier 1910.

Jeune instituteur très tôt influencé par Proudhon, Albert Thierry (1881-1915) écrit à l'époque où le syndicalisme enseignant, encore illégal, est en construction. Les idées anarchistes et syndicalistes révolutionnaires y occupent une place essentielle, qui vont notamment pousser à l'intégration du syndicalisme enseignant dans l'ensemble du mouvement ouvrier.

Albert Thierry n'était pas lui-même militant syndicaliste, mais les problématiques qu'il aborde, liées à la place des instituteurs et institutrices au sein du mouvement ouvrier, sont au centre des débats de son temps. Son œuvre s'inscrit aussi dans un contexte où les Bourses du Travail, nées dans les années 1885-1890, constituent un élément majeur de la stratégie ouvrière.

Le rôle majeur des Bourses du Travail

L'autonomie du prolétariat est alors la question centrale qui traverse l'ensemble du mouvement ouvrier et que les Bourses du Travail, conçues comme les laboratoires de la société future, concrétisent. C'est ainsi que s'y organisent des cours professionnels et des Universités populaires. De ces dernières, Albert Thierry tire un bilan sans concession : « *Les Universités populaires sont mortes en bas âge* », écrit-il, « *L'université populaire ignorait les métiers, voilà la vraie cause de sa ruine ; et l'École syndicale vivra des métiers et pour les métiers* », (p. 108).

L'école de la République, c'est en effet l'école de la bourgeoisie. Son but est d'imposer les valeurs, l'idéologie et la culture bourgeoise, et aussi d'aspirer les meilleurs des enfants d'ouvriers pour les sortir du prolétariat, en faire les agents et les domestiques au service du capitalisme. Privée de ses meilleurs éléments, la classe ouvrière s'en trouve affaiblie et dépendante. Il faut donc « refuser de parvenir », mais il faut aussi proposer une alternative à l'école bourgeoise.

Contre l'école bourgeoise

Pour Albert Thierry c'est « l'école syndicale », réservée d'abord au prolétariat, qui doit être l'alternative à l'école secondaire réservée à la bourgeoisie.

La place de l'instituteur est bien à la Bourse du Travail, soit pour y enseigner soit, bien plus souvent, pour y apprendre. Mais c'est un enseignement de type nouveau qu'il faut y organiser. Il faut d'abord dis-

tinguer l'instruction primaire, qui doit être dispensée à l'école publique, et l'enseignement secondaire.

L'enseignement primaire d'Albert Thierry ne sera ni syndicaliste ni ouvrier, il sera général, «*en ce qu' [il] servira en tous toutes les aptitudes primitives*», et restera élémentaire, car il sera complété par un «*apprentissage scientifique et syndical*». L'école sera mixte, le programme devra «*préparer au travail et non à l'ambition*», c'est pourquoi il conviendra au prolétariat, «*et provisoirement à lui seul*».

L'école secondaire du prolétariat

L'école syndicale sera donc l'école secondaire du prolétariat. Elle proposera un apprentissage agricole pour les enfants de paysans, et un apprentissage industriel pour les enfants d'ouvriers. Mais il ne s'agit pas d'enfermer les élèves dans la voie professionnelle de leurs parents : «*espérons que l'éducation agricole ne sera pas tyrannique, que nous prendrons garde à ne pas étouffer, en syndicalisme, ces germes qui vivaient et grandissaient en capitalisme, que nous respecterons chaque rêve dans chaque cœur*». De même, avec l'apprentissage industriel nouveau, «*notre ouvrier est zoologiste ou physicien, il est capable de jardinage et de sculpture. Une pratique intelligente du travail quotidien lui donne une culture première*».

L'école secondaire syndicale et sa pédagogie doivent s'appuyer sur d'incessants allers et retours, entre l'atelier, l'école et le syndicat, entre l'école, la ferme et le syndicat.

Elle doit allier théorie et pratique, «*en donnant à la science la direction du travail*».

«*Par là cette polytechnique de l'enseignement dont parlait Proudhon se trouverait réalisée; aucune opposition, aucune incompréhension ne sépareraient plus la théorie de la pratique*».

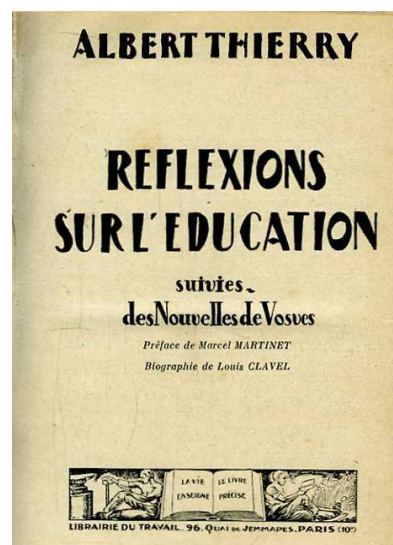
Elle sera complétée par une éducation générale supérieure, puis par une formation permanente par le syndicat et les Bourses du Travail.

Quelle actualité ?

Pour Albert Thierry il faut partir des élèves, de leur expérience quotidienne et de leurs aspirations, pour les guider dans «*la double progression parallèle du labeur et de la notion*». Il y a donc une orientation générale, dont l'objectif est de s'opposer à l'instruction professionnelle patronale et de renforcer la classe ouvrière, «*en faisant des travailleurs qui soient des hommes, et qui restent des travailleurs*», pour reprendre la formule de Marcel Martinet. Mais il n'y a pas de programmes nationaux détaillés, Albert Thierry propose même des programmes régionaux et saisonniers.

Les *Réflexions sur l'éducation* d'Albert Thierry sont bien datées. Pour autant, dans sa construction de l'utopie éducative qu'il propose, il aborde des questions qui restent d'une brûlante actualité.

Raymond JOUSMET



Quelques compléments bibliographiques :

Albert Thierry, *Réflexions sur l'éducation*, 1927, Librairie du Travail», 338 p. consultable en ligne : <https://archive.org/details/rflexionssurl00thie>

Albert Thierry, *L'homme en proie aux enfants*, coédition CEMEA / éditions Faber, Paris, 2010, 220 p.

Marcel Martinet : *Culture prolétarienne*, éditions Agone, Marseille, 2004, 190 p.

Grégory Chambat : «*Albert Thierry, l'homme en proie aux enfants*», revue *N'autre École* n°14, hiver 2007, p. 33-36

Grégory Chambat : *L'école des barricades, vingt-cinq textes pour une autre école, 1789-2014*, 238 p. (textes d'Albert Thierry p. 81-89)

C'est trois petites salles malpropres, tristes, puantes. Les murs sont peints en marron et en rose. Il n'y a ni cartes ni images. Le tableau noir creuse la cloison comme la gueule d'un four sinistre. Du plafond pendent des lampes électriques, dont plusieurs ont perdu leurs ampoules.

Le poêle répand une fumée lugubre. Aux fenêtres, on voit l'automne pluvieux pourrir les arbres. Les tables, longues en première année, étroites et petites en deuxième et en troisième, font un bric-brac poussiéreux et misérable.

Les enfants là, comme tout se ranime ! Je n'aperçois plus les murs ni les fenêtres. Je regarde ces yeux, ces lèvres, ces visages vagues et secrets, cette pauvre chair à vie. Ils s'efforcent, ils ont peur, ils s'amuse, ils s'endorment.

Albert THIERRY
(novembre 1909)

Les socialistes face à la censure de guerre... même après la guerre

Dès août 1914, une censure sévère avait été mise en place en France : quasiment tous les journaux l'ont subie à un moment ou un autre. *L'Humanité*, ralliée à l'Union sacrée, ne fut pas extrêmement censurée même si le total des interventions de la censure sur la durée de la guerre est significatif¹. C'est par la suite, avec l'apparition d'organes nationaux d'inspiration pacifiste – à partir de 1916 – que des socialistes et des libertaires eurent à subir le plus durement la censure.

Il n'y eut pas que les journaux qui furent censurés : les réunions publiques étaient interdites (même des réunions « privées » subirent le même sort), des tracts étaient interdits et saisis, et les correspondances surveillées – voire saisies. Même des cartes postales anodines étaient considérées comme de la « propagande pacifiste », et en conséquence interdites.

L'apparition en 1916 de la revue hebdomadaire *Le Populaire* marque une date importante quant à la situation des socialistes face à la censure pendant la Première Guerre mondiale. D'orientation « pacifiste modérée » (le courant dirigé par Jean Longuet), *Le Populaire* fut largement censuré – même s'il ne représentait pas l'aile la plus radicale des socialistes pacifistes, qui animaient pour leur part le Comité pour la reprise des relations internationales (CRRI) avec des syndicalistes et des libertaires. Le CRRI ne disposait pas d'une presse, bien que le projet ait été plusieurs fois envisagé. Mais ses brochures et tracts, diffusés sans autorisation, étaient régulièrement saisis. Des militants libertaires proches du CRRI créèrent en 1916 l'hebdomadaire *Ce qu'il faut dire*, qui fut régulièrement censuré et saisi, et qui cessa de paraître à la fin de l'année 1917.

La censure ne disparut pas après l'armistice du 11 novembre 1918. Le Parti socialiste SFIO avait changé de direction en octobre 1918, les pacifistes ayant emporté la majorité lors du congrès. Dès lors les pacifistes dirigeaient l'organisation, et la censure continua de s'exercer contre eux pendant une année. Après plus de quatre années d'une censure de guerre rigoureuse, cette censure politique limitait l'information des militants et sympathisants socialistes, par exemple sur les mouvements révolutionnaires en cours en Europe.

La censure de 1914 à 1919 a été diversement subie par les socialistes, en fonction de leur attitude face à la guerre et à l'Union sacrée. Elle a en tout cas été un fait marquant de la situation politique et sociale de cette période².



Le *Populaire* censuré en décembre 1918 : le programme de la Ligue Spartacus (révolutionnaires d'Allemagne) est intégralement « blanchi ».

Julien CHUZEVILLE

Notes:

[1] Alexandre Courban, « L'Humanité dans la mêlée (1914-1918) », *Cahiers d'histoire. Revue d'histoire critique*, n° 92, 2003.

[2] Claude Bellanger, Jacques Godechot, Pierre Guiral et Fernand Terrou (dir.), *Histoire générale de la presse française, tome III : de 1871 à 1940*, PUF, 1972, et Maurice Rajsfus, *La Censure militaire et policière (1914-1918)*, Le Cherche Midi, 1999 (réédition 2014).

Certains aspects rapidement esquissés ici sont développés dans ma biographie politique de *Fernand Lorient* (L'Harmattan, 2012) et dans mon livre *Militants contre la guerre 1914-1918* (Spartacus, 2014).



Carte postale avec un texte: « Il faut lui dire de revenir. la guerre devrait bientôt finir », interdite en 1915 comme « propagande pacifiste ».

Une présentation du CATS

(Collectif Anarchiste de Traduction et de Scannérisation de Caen)

Le Collectif Anarchiste de Traduction et de Scannérisation de Caen (et d'ailleurs) a été fondé en janvier 2011 à l'initiative d'un anar caennais (ma pomme) qui avait déjà une expérience de traduction militante, de l'anglais et de l'espagnol vers le français. Les premières réunions locales rassemblèrent pas mal de libertaires intéressé-e-s par le projet. Le temps passant, fallait s'y attendre, je me retrouvais comme le dernier des... m-hicains... même si quelques textes furent tout de même traduits par des camarades caennais.

Heureusement, avec les premières traductions publiées sur le site, un certain nombre d'inconnu-e-s se manifestèrent par mail pour aider au travail de traduction. Comme il fallait, là encore, s'y attendre, beaucoup n'envoyèrent jamais les traductions qu'ils ou elles avaient choisis dans la liste touffue qui leur était proposée. Mais certain-e-s tinrent parole et envoyèrent le texte qu'ils-elles avaient sélectionné. Certain-e-s, assez rares, en redemandèrent même et envoyèrent au final plusieurs textes traduits, parfois assez longs et assez difficiles. Qu'ils et elles en soient une nouvelle fois remercié-e-s. Sans eux et elles, le sentiment d'isolement aurait été plus décourageant, la charge de travail plus pesante et la liste des textes traduits moins riche.

Après avoir publié pendant 2 ou 3 ans de manière intensive surtout des textes assez courts ou de taille moyenne (10-15 pages), le rythme s'est ralenti, à la fois parce que je reste le principal traducteur et que ma disponibilité est parfois faible, parce que la traduction de 3 ouvrages d'Agustín Guillamon sur la révolution espagnole (*Les Comités de Défense de la CNT à Barcelone* aux éditions du Coquelicot en 2014, *Espagne 1937, Josep Rebull, la voie révolutionnaire* aux éditions Spartacus également en 2014 et, à paraître quand un éditeur aura été trouvé, un volumineux *Les Amis de Durruti, histoire et anthologie de textes*) a pris pas mal de temps et d'énergie et parce que la cinquantaine de textes « en stock », qui restent à traduire, sont désormais assez longs (souvent plus de 20 pages, parfois 30 ou 40) et nécessitent du temps.

Cependant, même s'il reste encore pas mal de textes à traduire et que cela prendra encore un paquet d'années avant d'en voir le bout, le CATS a déjà en bonne partie atteint les quelques objectifs affichés à sa création.

1°- Rendre accessible, directement en français, en téléchargement et usage libre, de nombreux textes sur des pans méconnus de l'histoire du mouvement révolutionnaire international (qu'il soit de tendance anarchiste, communiste de conseils, autonome, syndicaliste révolutionnaire etc...). Le CATS a cherché à travailler prioritairement sur des sujets sur lesquels rien ou presque n'existe en français, parce que les différences de langue et/ou l'éloignement des sources d'archives rendent difficiles l'écriture militante et/ou universitaire.

2°- Rompre avec une vision politique et historique centrée sur l'Europe occidentale en mettant en avant des textes concernant des épisodes subversifs ayant eu lieu dans des pays plus lointains : de l'Est européen, d'Amérique centrale et du Sud, d'Asie, d'Amérique du Nord, Australie, Nouvelle-Zélande, Afrique du Sud... Ce qui pose souvent en filigrane les questions de l'introduction des théories et pratiques révolutionnaires dans ces pays et de l'adaptation de celles-ci à des contextes culturels et sociaux parfois très différents de leurs pays d'origine. Traduire des textes étrangers permet aussi de faire ressortir parfois certaines approches auxquelles on est peu habitué-e-s en France, alors qu'elles sont bien plus communes dans le monde anglo-saxon, comme, par exemple, des études historiques centrées sur des approches en terme de genre et/ou de « race ».

3°- Mettre en avant, à travers de nombreux textes sur une multitude de mouvements subversifs dans tout un tas de pays, à différentes époques, certes des différences, mais aussi certaines récurrences, tout aussi instructives, autour des questions de l'organisation, de l'éducation populaire subversive, de la culture radicale, de l'insertion sociale des mouvements subversifs, de la solidarité internationaliste, de la violence révolutionnaire et de la répression... Des questions générales auxquelles tout mouvement révolutionnaire se trouve confronté, en tout temps et en tout lieu, même si les formes et les contextes varient.

Bref, si vous ne connaissez pas encore le site et si votre curiosité est titillée, vous pouvez aller explorer sur internet les quelque 150 textes traduits qui s'y trouvent déjà, ici : <http://ablogm.com/cats/>

Une nouvelle série de traductions devrait être publiée en juin sur des sujets aussi divers que l'expérience démocratique actuelle au Kurdistan syrien, des épisodes peu connus de la révolution espagnole, la participation syndicaliste révolutionnaire à la résistance antinazie en Pologne, l'anarchisme en Chine, la participation d'organisateur·s noirs aux IWW américains¹ et les rapports qu'entretenait le mouvement radical noir des années 20 avec ces mêmes IWW... Et si vous avez du temps, de la patience, des connaissances en anglais et/ou en espagnol et l'envie d'apporter votre pierre à l'édifice collectif, n'hésitez pas à prendre contact à l'adresse suivante : catscaen@voila.fr

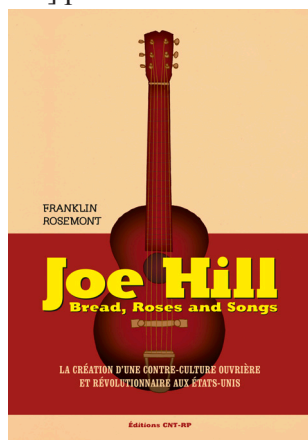
Il reste des tas de textes sur l'anarchisme latino-américain et chinois, les branches australienne, néo-zélandaises et sud-africaines des IWW, la participation des femmes aux luttes pour les droits civiques aux USA et en Afrique du sud et aux combats révolutionnaires mondiaux du début des années 20, les fractions syndicalistes révolutionnaires au sein du républicanisme irlandais, le mouvement antifasciste anglais, l'opéraïsme italien... Y a encore du bon pain sur la planche...

T.A.

¹ Industrial Workers of the World, centrale syndicale révolutionnaire.

Livres

Franklin Rosemont, Joe Hill. *Les IWW et la création d'une contre-culture ouvrière révolutionnaire*, (traduit de l'anglais [Etats-Unis] par Frédéric Bureau). Paris, Éditions CNT-RP, 2015, 600 p.



Né en Suède, immigré aux Etats-Unis en 1902, militant de base et songwriter des Industrial Workers of the Word (IWW), le syndicat révolutionnaire d'outre-Atlantique fondé en 1905, Joe Hill (1879-1915) milita pour faire émerger une contre-culture ouvrière révolutionnaire. Mais il fut victime de la classe dominante américaine et d'une justice résolue à se débarrasser d'un opposant aussi encombrant que populaire, à l'instar des martyrs de Chicago ou de Sacco et Vanzetti. Mais le personnage a survécu dans la mémoire collective grâce à des chanteurs contestataires comme Paul

Robeson, Pete Seeger ou Joan Baez et, au-delà, à toute une contre-culture contestataire qui perdura sous la cendre durant des décennies jusqu'à son retour inattendu sur le devant de la scène au cours des années 1960.

Dans ce livre foisonnant au ton très personnel, l'auteur ne propose pas une histoire des IWW, qui reste selon lui à écrire. Mais, à partir de la biographie de celui qui en fut tout à la fois un symbole et un martyr, il réussit « une véritable œuvre d'amour » en rassemblant « les bribes de la vie itinérante de Hill [en les reliant] entre elles et aux IWW et à l'ensemble de la culture politique radicale du XX^e siècle », selon Loren Goldner.

C.J.

Pierre Verhas, *Histoire de l'Observatoire Royal de Belgique*, Académie Royale des sciences, des lettres et des beaux-arts de Belgique



Notre ami Pierre Verhas est l'auteur de cette Histoire magistrale de l'ORB. Fondé en 1826, devenu Observatoire Royal de Bruxelles, puis Observatoire Royal de Belgique, il est la plus importante institution scientifique du pays.

Astronome amateur, Pierre Verhas a participé à de nombreuses expériences d'observation d'éclipses totales du Soleil. Invité scientifique à l'Observatoire de la Côte d'Azur, il est réalisateur de nombreux clichés d'étoiles doubles et rédacteur à la revue *Ciel et Terre*.

L'ouvrage rappelle les origines de l'ORB, évoque les grands scientifiques qui l'ont illustré, souligne son caractère pluridisciplinaire, montre les événements qu'a pu connaître l'Observatoire, comme toute institution, ainsi que ses acquis pour l'avenir.

Beaucoup parlent de l'indispensable interculturel. Peu le pratiquent. Pierre Verhas, d'emblée, et somme toute, par nature et par objet, exprime ses réflexions dans le *tout-monde* pour reprendre une formule d'Edouard Glissant, et même, dans l'univers. Nos lecteurs ne s'étonneront pas de retrouver la rigueur, la clarté et les convictions rationalistes qui caractérisent les articles de notre ami.

Le livre est très beau : les schémas explicatifs, l'iconographie, ainsi que les références biographiques l'enrichissent encore.

Jean MOREAU

Charb, *Lettre aux escrocs de l'islamophobie qui font le jeu des racistes*. Les Echappés, 2015, 96 p.

Stéphane Charbonnier, dit Charb, est une des victimes du massacre de *Charlie Hebdo* en janvier dernier. Il avait 47 ans et était directeur du journal. Deux jours avant la tuerie, il finalisait ce texte qui reprend et argumente les positions d'un journal qui, tout en luttant contre le racisme, tout en défendant les sans-papiers et le droit de vote des étrangers, défendait aussi la liberté d'expression, l'humour, le droit au blasphème, la laïcité et les droits des femmes. On a vu à quel prix. Le livre est mince et court, mais fait un peu figure de testament incontournable.

On connaît la fracture qui divise la gauche depuis l'interdiction du port de signes religieux ostensibles à l'école en 2004, on connaît parfois moins les polémiques autour du mot « islamophobie » qui voudrait entraîner la critique d'une religion (fut-ce au sein d'une critique générale des religions), ou même l'instrumentalisation politique de celle-ci, sur le terrain d'un racisme contre ses supposés religieux, l'islam étant censé être la « religion des pauvres ». Il y a une volonté de disqualification de la critique ou du blasphème, qui deviendraient racistes. Charb récapitule avec concision les arguments laïques qui rejettent l'utilisation de ce terme. Cette polémique traverse aussi le mouvement social. Je me souviens par exemple du Congrès de Lille de la FSU en 2010, où une tentative d'introduction du mot « islamophobie » dans les textes de congrès avait été rejetée après des échanges vifs. Charb explique que ce sont tous les intégristes qui sont à l'affût :

« Toute victoire des musulmans intégristes dans leur lutte contre l'islamophobie est attendue à la fois avec gourmandise et jalousie par les catholiques intégristes. Lorsque, les 7 et 8 février 2007, s'est tenu à Paris le procès que trois associations musulmanes intentaient à *Charlie Hebdo* pour avoir republié les caricatures danoises, un seul témoin a été cité par les plaignants : un prêtre catholique. Des alliances sont possibles. Les catholiques intégristes, mais aussi d'autres, réputés plus modérés, ruminent depuis 1905 l'adoption de la loi de séparation des Églises et de l'État et rêvent d'une revanche. Ce qu'une jurisprudence accorderait aux musulmans, elle l'accorderait également aux autres croyants. »

Charb revient aussi sur le décret instaurant un délit d'outrage au drapeau en 2010 contre lequel *Charlie Hebdo* avait mené campagne : il ne doit pas davantage y avoir de « blasphème antirépublicain ».

Le fait que ce texte soit posthume, dans les circonstances qu'on connaît, le rend particulièrement émouvant.

S.J.

Le mouvement de décembre 1995 et le retour de la question sociale

La fin des années 1990 marque une sorte de retour de la question sociale. C'est, par exemple, ce qui est apparu avec le mouvement de décembre 1995. Comment l'as-tu vécu ?

En observateur et participant attentif et curieux. Plus qu'un retour de la question sociale, il marqua, je crois, une césure dans le dispositif idéologique dominant. D'un coup, une brèche s'ouvrait dans le discours néolibéral dont la gauche et la droite, les deux masques du capital, s'étaient faits les interchangeables laudateurs depuis le début des années 1980 et qui, inlassablement répété, avait fini par modeler les esprits. Avec ce mouvement, au demeurant très classique dans sa forme et impeccablement encadré par les bureaucraties syndicales, la défense des acquis sociaux faisait, de nouveau et contre toute attente, irruption sur le devant d'une scène qu'on croyait définitivement confisquée par l'expertise – de gauche et de droite – du système. Il y avait là comme une remontée d'archaïsme clairement assumé : ces acquis, qui avaient été durement gagnés par les générations précédentes, il fallait tout faire pour les conserver. Mais, malgré sa force en tant qu'expression massive d'une résistance aux modernisateurs, le mouvement « victorieux » de décembre 1995 révéla également des faiblesses, faiblesses dont la permanence et l'amplification expliqueront en grande partie les échecs répétés des divers mouvements de même type qui se développeront par la suite, en 2003 et en 2010 notamment. L'une de ces faiblesses, interne à la protestation pourrait-on dire, était évidemment liée à son caractère purement défensif. Comme si la seule défense de justes acquis pouvait suffire, sans offensive d'aucune sorte, à contrarier, sur le long terme, le mouvement incessant d'un processus de modernisation marchande qui pouvait sans problème remettre au lendemain ce qu'il avait raté la veille. Une autre limite, sociologique cette fois, de ce mouvement découlait du fait qu'il demeura, par la force des choses, cantonné aux seuls secteurs encore sous statut de la fonction publique – et encore pas tous. Il apparut donc clairement, en décembre 1995, que la modification du salariat – en phase de devenir, sous les effets de la dérégulation sociale, un corps majoritairement atomisé, flexible, précarisé, assujéti, privé de toute conscience collective et terrorisé par le chômage – impliquait que l'usage du droit de grève, pourtant constitutionnellement reconnu, était désormais réservé à ceux-là seuls qui, l'exerçant, ne risquaient

pas, pour l'instant, de se voir sanctionnés. Toutes choses qu'on savait déjà, certes, mais qui, dans le feu de l'événement, creva les yeux. D'où cette impression étrange qu'il laissa à nombre de ses participants, entre sentiment d'euphorie et conviction profonde que l'ancien mouvement syndical avait probablement joué là sa dernière partie. Quant à penser qu'il l'avait gagnée, c'était ignorer que toute « victoire » incomplète est l'assurance d'une défaite à venir.

Quelque temps après le mouvement, une brochure non signée, intitulée Remarques sur la paralysie de décembre 1995, a paru aux Éditions de l'Encyclopédie des nuisances. Elle était fort critique et nettement à contre-courant de ce qui s'écrivit à l'époque. L'as-tu lue et qu'en as-tu pensé ?

Je l'ai lue, bien sûr, et avec intérêt. La critique qu'on y trouve du mouvement de décembre 1995, juste sur bien des points, y est, en effet, sans appel, mais l'impression qui s'en dégage ne l'est pas moins. Car à lire cette prose de la catastrophe, on ne peut s'empêcher de penser que, quoi qu'on fasse, la « société industrielle » a déjà gagné la partie en rendant le monde non seulement invivable, mais non transformable. À partir de là, il ne reste plus, comme disait Debord en visant très directement cette « entreprise littéraire », que « la répétition circulaire du blâme généralisé »*.

C'est bien ce terrain de « l'exaspération moralisante »** qu'occupent, avec talent et depuis maintenant plus de vingt ans, les encyclopédistes de Ménilmontant.

Extrait du livre de Freddy Gomez, *Éclats d'anarchie, passage de mémoire. Conversations avec Guillaume Goutte*, (Rue des cacades, 2015) publié avec l'aimable autorisation de son éditeur.

Notes :

* Les citations de Debord sont extraites de Jean-François Martos, *Correspondance avec Guy Debord*, Le fin mot de l'Histoire, 1998.

** Cette expression est empruntée à la brochure de D. Caboret, P. Dumontier, P. Garrone et R. Labarrière, *Contre l'EdN. Contribution à une critique du situationnisme*, Paris, 2001.



Palestine : un Peuple vivant, un Etat virtuel

Chapitre III : « La frontière sera là où nous planterons notre dernier arbre. »

Feu Ariel Sharon n'était pas seulement un baroudeur, il fut aussi un stratège et il fut un des rares dirigeants israéliens à avoir une vue à long terme. D'ailleurs, David Ben Gourion, le fondateur d'Israël, le voyait comme son véritable successeur.

Dans un entretien accordé au supplément hebdomadaire du quotidien israélien *Haaretz*, le 13 avril 2001, Ariel Sharon livra le fond de sa pensée : « *Aujourd'hui, les gens ne vibrent plus à l'idée d'"une acre et encore une acre". Moi, cette idée m'excite toujours... La guerre d'indépendance n'est pas terminée. Peut-être durera-t-elle éternellement. Un peuple normal ne se pose pas de questions du genre "allons-nous toujours vivre avec l'épée ?" L'épée fait partie de la vie.* »

Auparavant, dans un texte publié par le *Yediot Aharonot* en 1993, Ariel Sharon écrivait : « *Nos grands-parents et nos parents ne sont pas venus ici [en Israël] pour bâtir une démocratie. Tant mieux si elle est préservée, mais ils sont venus ici pour créer un État juif. L'existence d'Israël n'est vraiment menacée que par ceux qui, parmi les Israéliens, ne jurent que par la démocratie et la paix, au risque de saper les fondements de notre État juif démocratique et d'ouvrir la voie à la dictature criminelle d'un État palestinien dirigé par l'OLP. (...) Le sionisme n'a jamais prôné la démocratie, mais la création en Palestine d'un État juif appartenant à tout le peuple juif et à lui seul.* »

Processus de « paix » ou « processus constitutif » ?

Autrement dit, le fameux « *processus de paix* » que nous rabâchent les médias à tout bout de champ est une pure fiction. Sharon a pensé et mis en œuvre la colonisation des « territoires occupés » par Israël depuis 1967, colonisation qui se poursuit et même s'accroît, en dépit des « protestations » internationales. La colonisation des territoires est un élément de la construction d'Israël, car, selon Sharon, « *Israël ne doit pas fixer de frontières.* » Il existe donc, à la place du « *processus de paix* », un « *processus constitutif* », car « *La paix n'est pas à l'ordre du jour dans les cinquante ans à venir.* » Et la frontière « *sera là où nous planterons notre dernier arbre.* »

Il s'agit donc de créer Eretz Israël, la terre de l'Israël biblique. Le directeur du Centre d'Information Alternative, Michel Warschawski dit que pour tout Juif, religieux ou laïque, ashkénaze ou sépharade, « *la Bible est un cadastre* ». En effet, c'est en vertu des textes bibliques qu'est déterminé le territoire d'Israël sans tenir aucun compte des frontières reconnues par les *Nations Unies* et de la volonté des habitants non juifs de cette terre. Il ajoute : « *L'athée israélien ne croit pas en Dieu, mais il croit dur comme fer que Dieu lui a donné cette terre.* » Il considère dès lors que la Bible est la base même de l'identité juive.

Pour Israël, il n'existe donc pas de droit historique : Israël, c'est là où on a « *israélisé* ». L'objectif est de créer l'Etat juif, c'est-à-dire une communauté la plus homogène possible. Netanyahu dit aujourd'hui « *l'Etat des Juifs* » laissant entendre que tout non-juif n'y a pas sa place.

La colonisation, partie intégrante du processus constitutif

Quid, dès lors, des Palestiniens ? Au départ, Sharon considérait que la dynastie des Hachémites dont le représentant était le roi Hussein, n'était pas le pouvoir légitime en Jordanie. Dès lors, il poussait les Palestiniens à partir et à renverser le souverain pour y installer leur Etat. Par après, voyant que les Palestiniens voulaient rester, il changea d'avis. Et c'est ainsi que commença la colonisation. La colonisation fait partie intégrante du « *processus constitutif* ».

Il y a longtemps que l'on se pose la question de la nature « colonialiste » de l'Etat d'Israël. Dans un célèbre numéro de la revue de Jean-Paul Sartre « *Les Temps modernes* », paru en juin 1967, juste après la guerre des Six jours et consacré au conflit israélo-arabe, Maxime Rodinson demande : « *Israël, fait colonial ?* ».

Après avoir passé en revue les différentes analyses des organisations sionistes de gauche des années 1960 en Europe et particulièrement en France, où elles concluent que l'on ne peut pas comparer Israël avec le colonialisme européen – il n'y a pas de puissance colonisatrice, il n'y a pas de missionnaires, etc. – Rodinson se penche sur les origines du Sionisme.

Théodore Herzl, considéré comme le fondateur du Sionisme, qui fut en tout cas son concepteur, voyait l'émigration juive vers la Palestine sur la base d'un accord avec le souverain turc – on était à l'époque de l'empire ottoman qui occupait la Palestine – et l'Europe : « *Si Sa Majesté le Sultan nous donnait la Palestine, nous pourrions nous faire forts de régler complètement les finances de la Turquie. Pour l'Europe, nous constituerions là-bas un morceau du rempart contre l'Asie, nous serions la sentinelle avancée de la civilisation contre la barbarie. Nous demeurerions, comme Etat neutre, en rapports constants avec toute l'Europe qui devrait garantir notre existence.* »

Ce n'est évidemment pas cela qui s'est passé. L'Empire ottoman s'est effondré lors de la Première guerre mondiale, la Palestine est passée sous mandat britannique et une double promesse a été faite par la Grande Bretagne : un « foyer juif » en Palestine et la constitution d'une nation arabe. Celle-ci a existé sous la forme de la Transjordanie dont le premier souverain fut Abdallah I^{er}, prince hachémite.

Mais, aujourd'hui, dans la stratégie américaine, Israël est bien considéré comme ce rempart contre la

« barbarie » appelée aujourd'hui « l'axe du mal ».

Quant à la constitution de l'Etat juif, lisons l'analyse de Herzl par Rodinson : « *Les colonies agricoles dispersées paraissent à Herzl inefficaces. Elles se fondent sur « le faux principe de l'infiltration successive ».* Or, « *l'infiltration doit toujours mal finir, car, régulièrement, le moment arrive où le gouvernement, sur l'instance des populations qui se sentent menacées, arrête l'affluence ultérieure des Juifs. Par conséquent, l'émigration n'a vraiment de raison d'être que si elle a pour base notre souveraineté assurée.* »

Au congrès sioniste de Bâle en 1897, tout le monde était d'accord pour avoir l'appui des grandes puissances de l'époque et faire pression sur le Sultan. Il y avait un précédent : l'autonomie du Liban chrétien. « *On était à l'époque où les territoires allogènes au sein de l'Empire ottoman obtenaient les uns après les autres leur indépendance.* » Il n'y avait dès lors aucune raison pour que le futur territoire juif fasse exception.

La résolution du congrès de Bâle comporte quatre points qui forment un compromis entre la méthode diplomatique de Herzl et la volonté de coloniser la Palestine.

« *Développement de la colonisation agricole et artisanale en Palestine, effort d'organisation des Juifs dispersés, effort pour renforcer la conscience nationale de ceux-ci, enfin, last not least, démarches préliminaires pour obtenir les accords gouvernementaux nécessaires.* »

Là aussi, les choses ne se sont pas déroulées comme le fondateur du mouvement sioniste l'aurait souhaité. C'est justement par l'émigration des Juifs entre les deux guerres mondiales suite aux persécutions en Europe centrale puis en Allemagne et la Shoah que s'est constitué le peuple israélien. Ce sont précisément les colonies agricoles – les kibboutzim et les moshavim – qui ont construit la géographie de l'Etat fondé en 1948.

Mais, cela s'est fait dans la guerre, ce que craignait Théodore Herzl, alors qu'il préférait le jeu diplomatique en jouant sur les grandes puissances, jeu un peu hypocrite. Maxime Rodinson le décrit : « *Dans toutes ces éventualités, la perspective était située dans le cadre de l'assaut européen sur l'Empire ottoman « homme malade » dont le dépècement total était reculé par la rivalité des puissances, mais en attendant soumis à toutes les interventions, les pressions, les menaces.* »

Il y eut assaut britannique et français suite à l'alliance du Sultan avec l'Allemagne. Le destin de tout le Moyen-Orient et en particulier en Palestine, en fut bouleversé. Et on connaît la suite.

On peut observer que l'Etat d'Israël depuis 1948 a toujours joué avec les grandes puissances. En 1947, les Sionistes avaient l'appui de l'Union Soviétique et de la France. La Haganah – milice issue du mouvement sioniste de gauche de David Ben Gourion, ancêtre de l'actuelle Tsahal – s'armait en Tchécoslovaquie alors sous giron soviétique. L'appui des USA ne fut acquis que grâce à la pression des Juifs étatsuniens. C'est ainsi que jouant ce double jeu diplomatique, l'Etat d'Israël

de 1948, sur la base du plan de partage de 1947 rejeté par les Arabes, obtint la reconnaissance des Nations Unies, aucun membre du Conseil de sécurité n'ayant mis son veto.

La désastreuse offensive arabe de 1948 dite « guerre d'indépendance » par les Israéliens eut une double conséquence : les Israéliens conquièrent l'ensemble des territoires destinés aux Arabes dans le plan de partage et il y eut un arrêt de la colonisation agricole, les Arabes ayant empêché les Israéliens de conquérir la partie orientale de Jérusalem et ayant détruit les quelques colonies juives de Cisjordanie. Le mouvement de colonisation a été arrêté jusqu'à la guerre des Six jours de juin 1967.

Le sort des Palestiniens : la Nabka (la catastrophe en arabe)

La propagande israélienne a fait accroire que les Juifs se sont installés en Palestine avant la Deuxième guerre mondiale, dans des domaines abandonnés par leurs propriétaires turcs ou syriens et qu'ils ont racheté les petites propriétés agricoles appartenant à des Arabes palestiniens. D'autre part, s'il y a eu le 9 avril 1948, le massacre de Deir Yassine qui est l'œuvre de l'Irgoun de Menahem Begin et du Lehi d'Itzhak Shamir – tous deux furent plus tard Premier ministre d'Israël – massacres contestés aujourd'hui par des polémistes de droite israéliens, quelque 500.000 Palestiniens quittèrent leurs foyers sous l'impulsion des Etats arabes voisins et non sous l'injonction des Israéliens.

Ces affirmations sont fortement controversées. Bien entendu, les historiens arabes contestent cette version. Mais, depuis la décennie 1980 – 90, plusieurs historiens israéliens contestèrent la version officielle et parlèrent d'un plan d'expulsion élaboré par les chefs de la Haganah sous les ordres de David Ben Gourion lui-même.

Dans un article paru dans le « *Monde diplomatique* » en décembre 1997, Dominique Vidal, historien français spécialiste de la Shoah et d'Israël, ami de Michel Warschawski, explique : « *Entre le plan de partage de la Palestine adopté par l'Assemblée générale des Nations unies le 29 novembre 1947 et les armistices de 1949 consécutifs à la première guerre israélo-arabe déclenchée par l'invasion du 15 mai 1948, plusieurs centaines de milliers de Palestiniens qui vivaient sur les territoires finalement occupés par Israël ont quitté leurs foyers.*

Pour les historiens palestiniens et arabes, il s'agit bel et bien — ils l'ont toujours affirmé — d'une expulsion. L'immense majorité des réfugiés (évalués entre 700 000 et 900 000) ont été, expliquaient-ils, contraints au départ au cours des affrontements israélo-palestiniens, puis de la guerre israélo-arabe, dans le cadre d'un plan politico-militaire d'expulsion jalonné de nombreux massacres. C'est notamment la thèse défendue, dès 1961, par Walid Khalidi, dans son essai intitulé « Plan Dalet : Master Plan for the Conquest of Palestine », et plus récemment par Elias Sanbar, dans Palestine 1948. L'expulsion. (...) Dès les années 50,

toutefois, quelques personnalités israéliennes liées au mouvement communiste, voire à certains cercles de la gauche sioniste (notamment le Mapam), contestaient cette version. Depuis la seconde moitié des années 80, elles ont été rejointes dans leur critique par un certain nombre de chercheurs, qui se définissent eux-mêmes comme « nouveaux historiens ».

La société israélienne, nous l'avons déjà écrit, a profondément changé depuis une trentaine d'années. Prenons l'exemple de sa structure principale : l'armée, l'incontournable Tsahal qui est au centre de la vie israélienne. Voici ce qu'écrit le diplomate et historien Elie Barnavi dans son dernier ouvrage « *Dix thèses sur la guerre* » (Flammarion, Café Voltaire, 2014).

La délaïcisation de la société israélienne

« Pendant les deux premières décennies de l'Etat, avec l'hégémonie sans partage de l'establishment travailliste, l'armée a été largement dominée par la gauche, avec une présence disproportionnée de membres des kibboutzim. Dans un deuxième temps, l'arrivée aux affaires en 1977 du Likhoud porte-parole autoproclamé du « second Israël » des « Orientaux », des localités de la périphérie et des quartiers défavorisés des grandes villes, a commencé d'entamer la toute-puissance travailliste, à l'armée comme ailleurs.

Troisième temps, enfin, celui de l'affaiblissement du sionisme séculier et de la montée en force du néosionisme religieux. A la faveur de la colonisation des territoires occupés, la vigueur de cette version messianique et millénariste du mouvement national juif, autrefois cinquième roue de la charrette sioniste, a propulsé les partisans de cette mouvance au cœur de l'Etat et, partant, de l'armée. La motivation de l'excellence militaire a changé de camp. »

Ce sont donc deux sociétés qui cohabitent — elles n'en sont pas encore à l'affrontement — : la société laïque autrefois dirigée par l'establishment ashkénaze qui est manifestement en déclin, et la société messianique s'appuyant sur les sépharades, les juifs ex-soviétiques, la classe ouvrière, commerçante et paysanne non issue des kibboutzim, sans compter les laissés pour compte d'un pays particulièrement frappé par la crise.

Cette évolution est très dangereuse. Alors que l'ensemble du Moyen-Orient est confronté au fondamentalisme musulman, le messianisme s'installe en Israël et menace même ses fondements démocratiques.

On devine ce qu'implique ce système de pensée : non seulement, le caractère démocratique de la société israélienne est menacé, mais son armée pourrait se livrer aux pires exactions au nom des prescrits religieux. Enfin, ce serait un sacrilège de céder le moindre pouce carré de terrain d'Eretz Israël, ce qui rend évidemment impossible toute négociation avec les Palestiniens considérés comme des intrus à chasser impérativement.

Une identité incertaine

En effet, on a la très nette impression que les Israéliens

vivent dans un univers où l'Autre est absent, voire inexistant. Michel Warschawski parlant de sa jeunesse militante dit : « *Nous découvrons ce que la culture israélienne faisait tout pour nous cacher : notre environnement arabe, sa réalité, ses espoirs, ses contradictions. Les Arabes que nous rencontrions commençaient, eux, à percevoir un autre Israël, plus compliqué que l'image unidimensionnelle qu'ils en avaient, plus prometteur aussi* » Cela est frappant aujourd'hui : les Palestiniens que nous avons rencontrés connaissent bien mieux la complexe réalité israélienne que les Israéliens eux-mêmes. C'est une des clés du problème. Et cette complexité se trouve dans la difficulté à définir l'identité juive.

Schlomo Sand écrit dans son dernier ouvrage « *Comment j'ai cessé d'être juif* » (Flammarion, Café Voltaire, 2014). Il évoque l'Etat d'Israël comme étant une « ethnocratie » : « *elle se dit « Etat juif » (...) mais elle n'est pas à même de définir qui est Juif.* » Pour les religieux, spécialement les Juifs talmudiques, la chose est claire, est juif toute personne née d'une mère juive ou qui s'est converti selon la loi, et qui accomplit les préceptes essentiels. Mais, l'Etat d'Israël, dès sa création, a été confronté à une immigration juive diversifiée, composée même de couples « mixtes » - (un(e) Juif(ve) et un(e) non Juif(ve) - et de Juifs laïques. Sand ajoute : « *Le sionisme avait de plus défini les Juifs comme un « peuple » d'origine unique, ce qui, comme le judaïsme avant lui, faisait redouter une « assimilation » des juifs avec les peuples voisins.* »

Ce qui fait que l'Etat « laïque » israélien ne pratique pas le mariage civil. Ne peuvent se marier qu'un juif avec une juive, un musulman avec une musulmane, de même pour les chrétiens et les druzes. Il en est de même pour l'adoption.

Il y a là une contradiction manifeste qui empêche de définir précisément ce que signifie être juif ! De telles contradictions de telles tensions permettent-elles dès lors, en plus des entraves matérielles évidentes, de créer deux Etats ?

Deux Etats : impossible !

En Occident, on n'évoque que la solution à deux Etats: Israël d'avant 1967 avec quelques « réajustements » et la Palestine sur les territoires occupés comprenant la Cisjordanie et Gaza.

Tous ceux qui expriment leur scepticisme sur le réalisme de cette solution, sont taxés de bellicistes, d'ignares, voire d'antisémites.

Or, créer un Etat palestinien aux côtés de l'Etat d'Israël est une aberration. Voici ce qu'en pensent Michèle Sibony de l'Union française Juive pour la Paix (UFJP) et Michel Warschawski au nom du Centre d'informations alternatives.

« Près de vingt ans de négociations... comme s'il n'était pas légitime de s'interroger sur le sens de ces négociations et leur résultat : démantèlement de l'intégrité territoriale de la Cisjordanie, séparation de celle-ci et de la bande de Gaza, colonisation massive, mur de sépa-

ration, annexion de Jérusalem-Est, siège de Gaza, puis bombardements, invasion et crimes de guerre, peut-être même crimes contre l'humanité, dit le rapport Goldstone. Tout cela ne s'est-il pas passé à l'ombre de négociations tronquées où les droits des Palestiniens n'ont pas été pris en compte mais progressivement réduits, et où les faits du terrain imposés par Israël ont été progressivement entérinés par la communauté internationale ? Et comment ne pas s'interroger sur la perspective de deux États, alors que la carte qu'Israël dessine sous nos yeux depuis dix ans, sans que personne ne tente sérieusement de l'arrêter, est celle d'un grand État juif de la mer au Jourdain avec quelques enclaves palestiniennes isolées, destinées à lui servir de bassin de main-d'œuvre sans droits ? »

En plus, cette idée s'inscrit dans la logique néoconservatrice dominante en Occident : le choc des civilisations.

Les Palestiniens que nous avons rencontrés à Hébron ne disent pas autre chose. Ils pensent aussi que la solution à deux États est non seulement impossible, mais guère souhaitable. Il suffit de voir sur le terrain. La Cisjordanie est devenue un « gruyère » où les trous sont les quelques enclaves palestiniennes dépendant de l'Autorité palestinienne.

Les Palestiniens ne disposent d'aucun accès à la mer, n'ont pas d'aéroport – celui de Gaza a été détruit –, il n'y a pas de réseau routier digne de ce nom qui leur soit accessible. Rien ne garantit, en ce cas de figure, leur libre circulation. Bref, trop d'hypothèques pèsent sur cet éventuel « deuxième » État qui n'est de toute façon pas près de voir le jour.

Et on peut rejoindre cette analyse de Michel Warschawski : « L'idée d'un compromis territorial avait un sens dans un contexte historique donné. Ce contexte peut rapidement changer et rendre l'idée d'une partition obsolète. » (Entretien avec Maximilien Le Roy *La boîte à bulles*).

La clé du problème : les réfugiés

Ils prônent au contraire la solution à un État judéo-palestinien. Mais il reste un problème majeur qu'on élude comme toujours lorsque l'on se heurte à une difficulté insurmontable : la question des réfugiés.

Nous avons déjà évoqué l'absence de statut pour les réfugiés de la Nabka de 1948 à Jérusalem. Les réfugiés palestiniens en Cisjordanie ne connaissent pas un sort plus enviable, même s'ils disposent d'une certaine liberté de circulation et peuvent peu ou prou trouver du travail. Mais, en dehors de la « charité » internationale et de l'aide de l'ONU, ils ne disposent d'aucune infrastructure qui pourrait leur permettre de se développer comme des écoles, des dispensaires, des ateliers, des commerces, etc.

La Cisjordanie compte 19 camps de réfugiés. Il y a en 2012 d'après l'URWA 5.271.893 réfugiés palestiniens en tout. En Cisjordanie, ils sont 895.703 répartis dans 19 camps, le camp principal Jenine en compte 14.050. La population palestinienne en Cisjordanie compte 2.700.000 personnes.

Au milieu de 2009, Gaza est la ville la plus dense du monde, en considération de son territoire exigu de 360 km². Y vivent quelque 1.800.000 habitants, dont 1.105.000 réfugiés répartis dans 8 camps. La densité de population à Gaza est de 4 166 habitants par Km² !

La Jordanie en héberge 2.110.114 (10 camps). Les autres réfugiés se trouvent au Liban et en Syrie.

La peur de la Nabka

À la lecture de ces chiffres, la question des réfugiés est fondamentale et on ne pourra pas l'é luder. Mais, comme dit Warschawski : « Israël est une société malade, une société (...) violente. Au cœur de cette violence, il y a une peur. On parle de la peur de la Shoah, de l'Islam, mais il y a une peur beaucoup plus profonde : c'est ce que j'appelle les démons de la Nabka, les démons de 1948. C'est dans l'inconscient collectif. L'Israélien sait quelque part dans sa tête, même s'il ne connaît rien à l'Histoire qu'il y avait des gens avant. Il est dans cette angoisse du retour, cette angoisse de la vengeance, cette peur de celui qui n'est plus là. C'est ce qui, pour moi, travaille le plus profondément l'inconscient de la société israélienne.

Le deal d'Oslo, ça peut marcher dans la diplomatie, mais pas dans l'inconscient. L'Israélien ne sera pas libéré de ses démons, et donc du comportement fou qu'ils engendrent, tant que le réfugié ne pourra pas revenir. (...) Toute solution se doit prendre à bras le corps cette question, non seulement pour faire justice aux Palestiniens, mais aussi pour débarrasser Israël des démons qui la hantent. »

Chasser les « démons », prendre à bras le corps la réalité avant tout humaine du problème sera enfin prise en compte. Est-ce irréversible ? Michel Warschawski répond : « Une situation est irréversible uniquement quand ceux qui en sont victimes cessent de croire que ça peut changer. »

La guerre d'indépendance continue

Mais, revenons aux propos d'Ariel Sharon et à l'analyse de Michel Warschawski. Il est clair que la guerre d'indépendance continue.

L'objectif est de créer un État aussi homogène que possible sur le plan ethnique. Il faut donc un grand territoire où il n'y aurait que très peu d'Arabes, selon Michel Warschawski. La colonisation, aujourd'hui comme en 1948, est un élément-clé de la stratégie d'expansion d'Eretz Israël.

Le principe de la colonisation est de créer une continuité géographique de la présence juive en cassant la continuité arabe. La colonisation ne se fait pas dans une logique démographique, mais dans une logique spatiale. Peu importe le nombre de colons si la continuité entre les colonies est assurée. Les colons viendront plus tard. Et c'est là toute la signification de la sentence d'Ariel Sharon : « La frontière sera là où nous planterons notre dernier arbre. »

Pierre VERHAS

Pour la fraternité et contre toutes les xénophobies

« *Mal nommer les choses c'est ajouter au malheur du monde.* »

Albert Camus et Brice Parain
(L'un l'a écrit, les deux l'ont pensé.)

Je rumine cet article depuis des mois, plus exactement depuis le massacre à *Charlie Hebdo* le 7 janvier et celui de l'Hyper Cacher de la Porte de Vincennes. Dès l'information connue, nous étions abattus, nous, c'est-à-dire ma compagne et moi-même ainsi qu'un petit groupe de jeunes venus me rencontrer autour, précisément, de mon implication aux côtés des jeunes des banlieues dans les Marches pour l'égalité de 1983 et 1984. Dès le lendemain, le 8, j'organisai lors d'une séance du ciné-club de notre petite ville un hommage d'autant que l'un des assassinés, Mustapha Ourad, présent par hasard à la conférence de rédaction et tué qui plus est soi-disant au nom de la religion de sa communauté d'origine, avait été l'un de mes élèves à l'École des correcteurs. Spontanément pour moi le nombre des victimes comprenait aussi les assaillants.

Une génération abandonnée

Mon passé d'éducateur de rue dans les cités de la Seine-Saint-Denis dans les années 80 et mon compagnonnage avec les luttes des jeunes issus de l'immigration (comme on disait à l'époque) - témoin direct de l'abandon de toute une génération et même des trahisons de l'époque - me permettaient non pas d'accepter l'insupportable mais d'en comprendre la genèse. Je fais référence, entre autres vilénies, à la création de SOS Racisme sous les ors de l'Élysée dans le but de tuer dans l'œuf le mouvement des jeunes des banlieues qui montait en puissance (cf. mon article « *Le rendez-vous manqué et ses coulisses – Il aurait peut-être fallu faire plus attention à la Marche...* » in la *Révolution prolétarienne* de décembre 2013, *Courant alternatif* de février 2014 et en ligne sur le blog de la Marche pour l'égalité). Que de fois j'ai partagé le ressentiment, la colère, voire la haine de nombre de mes ami(e)s issu(e) de familles immigrées devant l'abandon subi et les discriminations les plus criantes. A tel point qu'en 2005 lors de l'embrasement des banlieues à la suite de la mort de Zyed et Bouna à Clichy-sous-Bois, je m'étonnais qu'il ait fallu attendre vingt ans pour que ça éclate alors que, dès les années 80, tous les ingrédients d'un incendie prévisible étaient déjà présents avec à l'époque ces marches blanches à répétition après la mort de tel ou tel gamin sous la gâchette d'un voisin irascible ainsi que l'arrivée des premiers prédicateurs fondamentalistes. Toute ma mémoire avait été ravivée par les retrouvailles en

2013 avec des compagnons de toutes ces luttes lors de la commémoration de la Marche de 1983, certains toujours sur la brèche dans le cadre de l'association « Ceux qui marchent encore ». Nous avons évoqué ensemble le repli de beaucoup sur leur communauté et la religion alors que c'était un non-sujet à l'époque entre nous, ainsi que la dérive d'autres sur fond de colères accumulées vers des rivages nauséabonds autour des Sorol, ce « *national-socialiste français* » comme il se définit lui-même, et autre Dieudonné.

Solidaire avec *Charlie* malgré des supporters insupportables

Malgré tout dès le 10 janvier j'envoyais largement via Internet un libelle intitulé « *N'est pas Charlie qui veut !* » (repris par *La semaine en Roussillon*) en réaction devant les préparatifs de la manifestation du 11 comme une grande messe œcuménique rassemblant le meilleur et le pire dans une sorte d'« union sacrée » de circonstance, alors que les rassemblements spontanés des jours précédents respiraient une authentique fraternité digne de la patrie humaine. Pourtant, par principe, je participai à la manifestation du 11 janvier en province en dépit de toutes mes préventions. (A Paris c'eut été impensable étant donné la présence de certaines des personnalités les plus honnies au premier rang.) Et dans la foulée, par solidarité, je me réabonnai à *Charlie Hebdo* que j'avais abandonné à l'époque du proconsul Philippe Val, ancien libertaire devenu néo-conservateur, m'étant solidarisé avec l'exclu Siné, dans le cadre d'un mauvais procès pour son soi-disant « antisémitisme », et soutenu son nouvel hebdo devenu mensuel. Il faut dire que toute cette histoire commune a commencé pour moi comme pour beaucoup de ma génération (je vais sur mes 70 ans) avec *Hara-kiri* et tous les avatars suivants.

Ensuite l'insupportable a continué avec la réception de nombre de textes tendant à réclamer des comptes à l'équipe de *Charlie* comme si « *ils l'avaient bien cherché* » et que c'était un groupe politique homogène avec un ligne politique monolithique. Textes qui plus est réduisaient *Charlie* à l'époque Val avec les prises de positions très pro-gouvernement d'Israël de cette période, en oubliant tous les combats émancipateurs dans lesquels *Charlie* au fil du temps a apporté son soutien tant au côté des sans-papiers que des luttes féministes, du combat contre l'extrême-droite en passant par la dénonciation de tous les intégrismes de toute religion et toutes les xénophobies. D'aucuns, y compris grands révolutionnaires devant l'éternel (*sic*) en sont même venus à dénoncer l'« *islamophobie* » de *Charlie* et son humour blasphématoire étant donné que l'on ne

devrait pas critiquer l'islam au prétexte que ce serait la « *religion des opprimés* » (ce qui ne doit pas manquer de faire sourire les dirigeants d'Arabie saoudite et des Emirats !), allant jusqu'à présenter *Charlie* quasi comme une des plaques tournantes du sionisme international !

Critique des religions et respect des individus

Quel galimatias ! Comment a-t-on pu en arriver là y compris dans les cuisines où mijotent et fermentent les recettes pour l'émancipation de l'humanité ? Ne me contentant pas de ruminer et partisan du dialogue quelles que soient les circonstances (un peu sur le mode du réalisateur iranien athée Mehran Tamadon partageant 48 heures de vie commune avec des mollahs dans son film *Iranien*), j'ai eu à cœur de participer durant ces derniers mois à des débats autour du racisme, l'islamophobie et l'antisémitisme pour tenter d'y voir plus clair et affirmer haut et fort le droit de libre examen, voire de critique, et de blasphème vis-à-vis de toutes idéologies, religions ou croyances quelles qu'elles soient tout en affirmant le plus profond respect pour les individus adeptes de bonne foi de telle ou telle (y compris ceux et celles qui vivent leur fondamentalisme dans leur vie privée), et en combattant en revanche tous les courants intégristes, totalitaires, obscurantistes et fanatiques, et leurs prosélytismes. Le panthéisme d'un Spinoza pour lequel Dieu n'était que la nature et son principe vital, ou l'amour de Dieu d'amis soufis poussé à un tel point qu'amour et Dieu deviennent quasi synonymes, ou le GADLU (Grand Architecte de l'univers) des frères maçons ne perturbent en rien l'agnostique que je suis, ne m'autorisant pas à affirmer « ma Vérité » soi-disant rationnelle, si tant est qu'elle existe avec un grand V, comme un athée convaincu - en fait croyant lui aussi - à des croyants en d'autres Vérités, par définition irrationnels, sous peine d'impossibilité de dialogue, voire de vivre ensemble et même de guerres à l'infini.

Le nouveau manichéisme : le raisonnement binaire

Car émettre une critique sur tel ou tel aspect de l'islam, ne fait pas de moi un «islamophobe», pas plus qu'en son temps mes camarades et moi-même critiquions le stalinisme et l'URSS non pas en tant qu'anticommunistes, mais justement en tant que «communistes». Bien sûr cela nous a fait nous retrouver sous les fenêtres de l'ambassade de Pologne avec des partis de droite à l'époque du soutien à Solidarnosc, mais pour des raisons diamétralement opposées tout comme nous avons manifesté pour la Palestine dans les années 70 aux côtés de l'Union des jeunes pour le progrès, gaulliste. Et alors ? Nous avons trop souffert du manichéisme ambiant de ces époques et voilà que l'ère du numérique en impose une version new look, le raisonnement binaire.

Caroline Fourest ne développe pas que des posi-

tions sans intérêt surtout dans sa critique de tous les intégrismes religieux, sur le droit au blasphème et la laïcité, tout comme sur d'autres plans Emmanuel Todd d'ailleurs. Certes ce dernier semble prisonnier de son esprit de système, et moi-même ancien cartographe, je sais trop bien qu'une carte peut dire beaucoup plus qu'un bel article mais aussi qu'il est possible de lui faire dire ce qu'on attend d'elle. Tout cela n'empêche pas Todd d'avoir de réelles fulgurances sur le mythe de « *l'esprit du 11 janvier* » comme il en avait eu dans *Le mystère français*. Rien ne se réduit au noir et au blanc. Évidemment que des manifestations aussi nombreuses ont rassemblé des individus présents à la fois pour de bonnes, mais aussi pour de mauvaises raisons. Et l'injonction faite à la communauté musulmane de devoir s'y associer en masse comme si elle se devait de donner des gages pour se dissocier des assassins avait un caractère insupportable expliquant bien des réactions surtout parmi sa jeunesse.

Montée de l'islamophobie mais aussi de l'antisémitisme

Nous assistons à une montée des actes islamophobes. Et faute que les grandes associations droits-de-l'homme les dénoncent, des musulmans et non-musulmans se retrouvent dans l'obligation de mettre sur pied des mouvements contre l'islamophobie. Mais, dans les banlieues, l'antisémitisme progresse aussi dangereusement, pour le plus grand service rendu au gouvernement d'Israël qui n'a jamais été aussi à droite et qui fait son miel des projets d'*alya* vers Israël en progression constante, dans la plus parfaite logique des « *Ennemis complémentaires* » développée par Germaine Tillion. Là aussi, critiquer la politique actuelle du gouvernement d'Israël ne fait pas de moi un antisémite, n'en déplaît à M. Netanyahu, tout à son travail d'amalgame entre antisionisme et antisémitisme, oubliant par là même que toutes les autorités religieuses juives de l'époque ont crié à l'hérésie devant le projet sioniste au XIX^e siècle tout en rappelant l'interdit religieux d'utiliser la langue liturgique, l'hébreu, dans les actes de la vie quotidienne. Ce n'est que depuis 1967 que les juifs religieux ont massivement rejoint le projet sioniste.

D'ailleurs bien qu'engagé depuis mon adolescence, à l'époque de la guerre d'Algérie, dans le combat antiraciste, le terme lui-même me pèse car nous sommes obligés de nous dire «antiracistes» parce qu'il existe des racistes, voire des racialistes, alors que les races n'existent pas en elles-mêmes. Sur le même plan nous voilà «anti-islamophobes» tout en devant défendre le droit à combattre les tendances fanatiques existant dans la religion musulmane tout comme dans toutes les religions d'ailleurs (*cf.* les bouddhistes fascistes de Birmanie souhaitant la disparition de la minorité musulmane du pays). Ainsi que nous en venons à dénoncer le « *ra-*

cisme antimusulman » comme si une religion renvoyait à une race ou à une ethnie ; de ce point de vue dénoncer le racisme anti-arabo-berbère me paraît plus juste. Et arrêtons d'employer le mot racisme avec toutes les euphémisations possibles (racisme anti-jeunes, racisme anti-homosexuels, racisme anti-Roms...) tout en combattant toutes ces xénophobies.

Et nous nous retrouvons à lutter contre l'antisémitisme, en expansion dans les quartiers en réaction certes primaire, mais réelle à la politique quasi suicidaire du gouvernement israélien, alors que le terme est en soi une faute sémantique, référence faite aux langues sémitiques comprenant aussi bien l'araméen que l'hébreu et l'arabe et non à une ethnie ou des peuples sémites. Avraham Bug, ancien président de la Knesset, déclare dans son ouvrage *Vaincre Hitler*, que les nazis ont certes perdu la guerre sur le terrain, mais l'ont gagné dans les têtes des juifs leur faisant croire qu'ils sont une «race» puisqu'ils les exterminaient comme telle. Ceci est à l'origine de bien des comportements racistes dans l'Israël d'aujourd'hui, nouvelle terre d'apartheid comme le montre bien la situation des falashas, juifs noirs témoins vivants de la mythologie israélienne, ou comme l'ont vécu à leur arrivée en Israël dans les années 60 nombre de juifs du Maghreb, souvent descendants de Berbères judaïsés dès l'Antiquité, ou le vivent encore les citoyens de 2^e catégorie que sont les Arabes israéliens. Non, la question palestinienne n'est pas la « question juive » de sinistre mémoire, ni même un conflit religieux (comme peuvent en attester les Palestiniens chrétiens ou athées), mais un fait colonial et une situation d'apartheid qui devra trouver des solutions politiques tout comme cela a été le cas pour l'Afrique du Sud, tout en reprenant à notre compte la réplique de Slomo Sand déclarant devant sa démolition en règle des mythes du « *peuple juif* », de la « *terre d'Israël* » qu' « *un enfant même issu d'un viol a le droit de vivre* ». Que je sache les «Blancs» d'Afrique du Sud n'ont pas été condamnés à l'exil ou rejetés à la mer avec la fin de l'apartheid !

Contre tous les intégrismes

Défendons la laïcité non pas comme une « valeur de la République », mais comme un principe nécessaire au vivre-ensemble. Luttons contre tous les intégrismes y compris athée. En effet j'ai réussi à comprendre lors de mes discussions avec des musulmans pratiquants (qui ne sont en fait qu'une forte minorité parmi toute la population de culture musulmane, tout comme c'est aussi le cas pour les catholiques d'ailleurs) que ceux-ci ressentaient une volonté d'imposer une vision athée du monde sous couvert de la laïcité - et ce n'est pas faux que certains «*laïcards*», comme ils disent, peuvent en avoir le dessein - alors que le principe même de la laïcité consiste à ne rien imposer et à n'accepter en

retour aucune imposition, tout en respectant des principes permettant le vivre-ensemble, dans un esprit de tolérance toute voltairienne. Mais il est vrai que j'ai rencontré lors de différents débats des musulmans très prompts à reconnaître avec moi l'existence d'intégrismes dans toutes les religions sauf dans la leur, sur fond d'explications complotistes quant à la situation au Moyen-Orient aujourd'hui, ce qui pour moi était la ligne rouge ne permettant pas d'aller plus avant dans la discussion. En disant cela je souhaite malgré tout réhabiliter la notion de djihad intérieur, véritable travail sur soi individuel, qui n'a rien à voir avec la guerre sainte ; et là aussi employer le terme «*djihadistes*» à tout bout de champ ne fait qu'alimenter les réactions émotionnelles tout en alimentant un rejet primaire de la religion musulmane. N'ayant jamais été un enfant de cœur, je n'oublie pas malgré tout que pour les tenants d'un « islam politique » global et conquérant, se réservant au mieux d'accorder le statut de *dhimmis* aux non-musulmans et sans paraître imaginer un quelconque statut aux non-croyants et aux apostats, notre conception de la laïcité est inacceptable en soi.

Anti-xénophobe, point

Arrêtons de communautariser les combats. Car qui nous protégera des anti-antisémites par ailleurs islamophobes, tout comme des anti-islamophobes par ailleurs antisémites, tout comme de toutes les variantes possibles concernant telle ou telle xénophobie. N'acceptons pas d'être instrumentalisés, comme d'éventuels « idiots utiles » (comme à la grande époque marxiste-léniniste) par telle ou telle communauté tout en étant solidaires de tous ceux et celles qui sont victimes de discriminations, mais en gardant notre droit de critique y compris envers des amis car, en fait, s'interdire toute critique au nom d'une éventuelle culpabilité de « blanc occidental » relève du paternalisme, forme inversé du colonialisme. Certes la xénophobie, c'est-à-dire la peur, voire le rejet, de l'Autre semble être une réaction spontanée et naturelle des êtres humains depuis la nuit des temps, au départ justifiée pour sauvegarder sa propre culture si l'on en croit Claude Lévi-Strauss (in *Race et culture*). Elle est alimentée essentiellement par la méconnaissance et l'ignorance ; si bien que tout ce qui peut lui servir d'antidote doit être inlassablement mis en œuvre : éducation, respect de toute minorité, rencontres et échanges interculturels, débats interreligieux (incluant les athées) ..., tout comme j'ai eu l'occasion de le pratiquer sur tous les continents avec mes ami(e)s du Service civil international. Quant au droit au blasphème, il a été conquis de haute lutte avec la Révolution française ; et toute tentative de le limiter revient à amputer la liberté d'expression, véritable pilier de notre société, et pour laquelle tant de frères et sœurs en humanité de par le monde se battent. D'autant

que l'on observe ici la lente disparition des robotisés jurons comme les « *sacré nom de dieu !* » de notre jeunesse, comme si les ligues de vertu anglo-saxonnes gagnaient du terrain. Comptons sur nos ami(e)s québécois pour continuer à « *sacrer, tabernacle !* »

Soyons contre toutes les xénophobes quelles qu'elles soient tant sur le plan ethnique, religieux, sexuel, générationnel..., en un mot retrouvons en citoyen du monde le sens de la fraternité dans la grande patrie humaine.

Daniel GUERRIER
libertaire et agnostique

PS : C'est à dessein que je n'ai jamais employé les termes « djihadiste » et « terroriste » car l'utilisation qui en est faite tant par les pouvoirs en place que par les médias contribue à alimenter la paranoïa ambiante, mère de toutes les régressions, et à justifier l'actuel projet de loi sur le renseignement officialisant un flicage généralisé de toute la population. D'autant que les jeunes, paumés et instrumentalisés, partis pour le « djihad » restent des enfants de la France, en un mot nos enfants. Proposons-leur un avenir d'espoir et ils seront moins enclins à écouter les discours des « fous de Dieu » ! Quant au terme « terroristes », je ne peux oublier qu'en leur temps nos glorieux camarades de la MOI étaient dénoncés comme de « dangereux terroristes ». Alors l'employer à tort et à travers, non merci !



Entre nous

Quelques camarades dont l'abonnement arrive à expiration, ne l'ont pas encore renouvelé. Nous leur demandons de bien vouloir se mettre à jour.

Depuis sa création en 1925, par Pierre Monatte, la RP ne cesse de défendre ceux qui n'ont que leur force de travail pour vivre. Il nous paraît important que nous puissions encore faire entendre leur voix, librement, dans nos colonnes...

C'est grâce à vous tous que la RP peut continuer à vivre. Merci de votre fidélité et de votre soutien actif.

LETTRE D'AMERIQUE

Les «Latinos»

Mais d'abord...

J'allais écrire tranquillement ma *Lettre* sur la minorité des États-Unis la plus importante en nombre : les cinquante-quatre millions de personnes d'origine « hispanique » qu'on nomme couramment les « Latinos », très présents dans l'actualité, mais je ne peux m'empêcher de revenir ici sur le problème qui secoue le pays depuis quelques mois et qui touche notre deuxième minorité : le problème des relations entre les communautés noires et la police. L'annonce récente de la relaxe d'un policier blanc qui avait tué en 2012 à Cleveland (dans l'Ohio) un couple noir non-armé m'a mis en rage. Ce policier, monté sur le capot de leur voiture à l'arrêt, avait tiré sur eux 49 balles à travers le pare-brise, après ses collègues qui en avaient déjà tiré plus d'une centaine au cours d'une poursuite dramatique. Cet acquittement fait partie d'une vague de scandales judiciaires et de meurtres commis par la police : les victimes, parfois très jeunes (12 ans dans l'un des cas) sont presque toujours noires et les meurtriers le plus souvent blancs. Il n'y a aucune raison de penser que ces tueries soient un phénomène récent. La nouveauté, c'est que ces meurtres sont de plus en plus souvent filmés. Dans son article sur la mort d'un homme dont la colonne vertébrale a été fracturée dans un fourgon de police à Baltimore en avril dernier, *Le Monde* le dit bien : « Le nouveau drame de Baltimore a fait ressurgir une réalité ancienne : celle d'une police aux méthodes souvent brutales, dont les principales victimes sont noires. » Ce qui est nouveau donc, c'est l'omniprésence des caméras. Ainsi en avril dernier à North Charleston (Caroline du Sud), une vidéo prise par un passant a révolté le pays. On y a vu un policier blanc poursuivre calmement un Noir en train de courir, lui tirer huit balles dans le dos, marcher lentement jusqu'au corps tombé à terre pour lui mettre les menottes, ramasser ensuite un objet, sans doute son Taser, et le déposer auprès du corps ; il allait prétendre que la victime lui avait arraché son Taser et l'avait menacé avec. C'est ce que son avocat a déclaré avant que le témoin remette la vidéo à la famille, laquelle décide de la rendre publique. Si un passant n'avait pas filmé le drame sur son iPhone, ce mensonge aurait sans doute été accepté. Conséquence rare qui, on ose l'espérer, marque un tournant : à Baltimore et à North Charleston, les policiers ont été immédiatement inculpés. Pourtant, en juin 2014 la vidéo montrant un policier blanc en train d'étrangler un Noir qui crie *I can't breathe !* (« Je ne peux pas respirer ») n'avait pas suffi à convaincre le Grand Jury¹ new-yorkais de continuer les poursuites bien que la

1 Jury spécial qui décide préalablement, lorsqu'il y a soupçon d'homicide, s'il y a lieu d'avoir un procès.

prise utilisée par l'agent (*choke hold*) soit interdite par le règlement même de la police. *Idem* en août 2014 à Ferguson (Missouri) pour le policier responsable de la mort de Michael Brown, un jeune Noir non-armé qui, les mains en l'air, avait crié *Don't shoot !* (« Ne tirez pas ! ») : non-lieu. Pour citer encore *Le Monde* : « Aux quelques centaines d'homicides commis par des policiers chaque année, 497 rien qu'en 2009, il faut opposer le fait que, très souvent, quel que soit le degré d'excès d'usage de la force, les responsables sont acquittés ». Ou même, jamais mis en examen.

Mais, n'en déplaise aux milliers de manifestants qui protestent de plus en plus contre cette injustice en scandant l'émouvant *Black lives matter* (*Les vies noires, ça compte !*), on ne peut pas tout à fait reprendre la phrase du brave avocat joué par Gregory Peck dans le classique *To Kill A Mockingbird* (*Du silence et des ombres*) au début de sa célèbre plaidoirie : *This case is as simple as black and white*. (« Cette affaire est aussi simple que noir et blanc ».) Trois des six policiers inculpés à Baltimore sont noirs et le fait est que les Noirs sont de plus en plus nombreux dans la police des grandes villes. Dans ces affaires, il est question de classe autant que de race : les homicides ont lieu le plus souvent dans des quartiers « difficiles » où le chômage et le trafic de drogue sont importants. Classe et race tendent à se confondre chez nous. Lorsqu'on ajoute à cela les mœurs violentes d'une police surarmée, le mélange devient létal.

Dans la petite ville post-industrielle de Holyoke à moins de dix kilomètres de chez moi, dans le Massachusetts, les grands quartiers pauvres sont « bruns », pas noirs. Ils sont peuplés de Latinos, essentiellement portoricains.² Les homicides y sont relativement fréquents — deux l'été dernier dans une ville de 49 000 habitants — mais ils sont en général commis par des trafiquants de drogue ou autres délinquants, pas par la police.

Par ailleurs la minorité Latino, face aux mêmes problèmes que la minorité noire (discrimination, sous-emploi, incarcération, exclusion...) semble faire un peu plus de progrès dans le domaine scolaire et économique. A la différence des Noirs, chaque génération se voit plus prospère et plus instruite que la génération précédente. Après la récession de 2008, qui a encore creusé l'inégalité entre riches et pauvres, blancs et non blancs, la valeur nette moyenne des foyers noirs est tombée à 11 000 dollars pour une famille de quatre personnes contre 13 700 dollars pour une famille hispanique.³

2 Porto Rico est un « territoire non-incorporé » des États-Unis ; les Portoricains ont le droit d'entrer au pays sans formalités et d'y vivre, mais non d'y voter.

3 Chiffres ronds. <http://www.pewresearch.org/fact-tank/2014/12/12/racial-wealth-gaps-great-recession/>

Les Latinos ont un autre problème majeur. Si les Noirs ont été « importés » comme esclaves il y a deux siècles, les Latinos, arrivés massivement aux États-Unis vers le début des années soixante (bien que certains soient là depuis deux siècles) font partie d'une immigration toujours en train de se faire. Parfois leur famille est toujours au Mexique — pays d'origine le plus fréquent — ou en Amérique Centrale, et beaucoup sont venus ici clandestinement, parfois il y a longtemps ; souvent les enfants sont nés ici et sont donc automatiquement Américains. Les parents, eux, risquent la déportation à tout moment.

Comme en Europe, le problème de l'immigration est un sujet de débat politique passionné. Cependant, le contexte de ce débat est très différent de celui du débat européen.

Les États-Unis, pays multicolore et bilingue

...Multilingue, en fait : il suffit de vous promener dans n'importe quelle grande ville pour vous en rendre compte. Dans mon état du Massachusetts, celles (ou ceux) qui portent plainte pour violences domestiques pourront choisir, dans les formulaires à remplir, entre neuf langues. Pourtant c'est surtout l'espagnol qu'on voit et qu'on entend un peu partout. Entrez dans n'importe quel lieu public — un aéroport par exemple, ou encore l'hôpital de la petite ville où j'habite où peu de gens parlent espagnol — et vous verrez des avertissements du genre : ATTENTION WET FLOOR / CUIDADO PISO MOJADO. Au téléphone, le menu de la messagerie des grandes entreprises — compagnies d'assurances maladie, agences de location de voiture — disent toujours, en espagnol, d'appuyer sur la touche 2 pour pouvoir parler espagnol.

« Nous sommes un pays d'immigrés »

Ce n'est pas un slogan à scander dans une manif mais un lieu commun aux États-Unis. La plupart des « vieilles » familles d'origine irlandaise ou allemande ne sont venues qu'au milieu du 19^{ème} siècle (après 1848 : famine en Irlande, révolution écrasée en ce qui est maintenant l'Allemagne), les Scandinaves dans le dernier quart du 19^{ème} siècle surtout pour cultiver les grandes plaines, et les Italiens et les Juifs au début du 20^{ème} ... Seuls certains descendants des colons (ou paysans) britanniques et des esclaves noirs remontent jusqu'au 18^{ème} siècle ou même, très rarement, au-delà. Ceux qui peuvent dire que leurs ancêtres ont combattu dans la Guerre de Sécession (ou d'Indépendance) sont rarissimes.

Sur le socle de la gigantesque Statue de la Liberté qui trône à l'entrée de la rade de New York — cadeau de la France sculpté par le Français Bartholdi, comme je l'ai appris à l'école primaire — on peut lire ce

poème d'Emma Lazarus : « Donnez-moi vos fatigués, vos pauvres / Masses qui en rangs serrés aspirent à vivre libres, / Le rebut de vos rivages surpeuplés / Envoyez-les moi, ces déshérités, que la tempête m'apporte, / De ma lumière, j'éclaire la porte d'or ! »⁴

En matière d'immigration, c'est l'idéal américain.

Le discours électoral de base du Sénateur socialiste Bernie Sanders, qui brigue la nomination du Parti Démocrate pour la présidence de 2016, est parfaitement normal chez nous. Son discours reflète cet idéal et le thème de l'immigration qui fusionne avec celui du Rêve Américain : la réussite par le travail, accessible à tous. « Je suis le fils d'un immigré polonais venu dans ce pays à l'âge de 17 ans sans un sou en poche. Mon père était représentant en peinture. Il a travaillé tous les jours de sa vie. Il n'a jamais gagné beaucoup d'argent — nous n'avons jamais pu sortir du petit appartement qu'on louait, mais lui et ma mère ont eu la fierté de nous voir, mon frère et moi, recevoir notre diplôme universitaire. »

Et pourtant...

Dans le magnifique musée de l'immigration à New York — source de fierté locale et nationale — sur Ellis Island, le lieu même où 12 million d'immigrés ont débarqué entre 1892 et 1924, à côté de la salle consacrée aux causes de l'immigration, une partie importante de l'exposition est consacrée au sentiment anti-immigré. C'est une constante dans l'histoire américaine : chaque vague de nouveaux arrivants engendre une réaction hostile et durable. Ce sentiment d'hostilité à l'encontre des immigrés est même l'un des facteurs qui a contribué à l'adoption en 1919 de l'amendement à la Constitution rendant illégale toute boisson alcoolisée. Derrière la *Prohibition*, il y a l'idée que le vin, c'était les immigrés italiens qui le buvaient, et la bière, les immigrés allemands ; pourtant les Allemands étaient établis en Amérique depuis près d'un siècle.

Chaque groupe d'immigrés, comme chaque minorité du reste, se voit affublé d'un, voire même de plusieurs vocables péjoratifs dans l'argot américain. Celui des Mexicains, par exemple, est significatif : *wetbacks*, « les dos-mouillés », car ils traversaient souvent à la nage le Rio Grande, le fleuve qui sépare nos deux pays. Un terme un peu vieilli aujourd'hui, le fleuve étant bien

4 «Give me your tired, your poor, / Your huddled masses yearning to breathe free / The wretched refuse of your teeming shore. / Send these, the homeless, tempest-tossed to me, / I lift my lamp beside the golden door!»

gardé. C'est plutôt ce genre de phrase qui est devenu tristement banal dans les actualités : « La morgue de Pima County dans l'Arizona manque de place car le nombre d'immigrés d'Amérique Latine retrouvés morts dans le désert qui entoure la ville de Tucson augmente avec la vague de chaleur de juillet. »

Les terribles forces économiques et politiques qui poussent ces immigrés à quitter leur pays et à risquer leur vie dans le désert pour un avenir incertain mais, croient-ils, certainement meilleur que la vie qu'ils ont chez eux, ne diminuent en rien le sentiment anti-immigré. (Malgré cette ironie sur le plan politique : les gens ont fui souvent des régimes meurtriers soutenus et armés par les États-Unis, au Salvador et au Guatemala, par exemple.) Après tout, ils ont enfreint la loi. Et puis, ce ne sont pas des gens comme nous, n'est-ce pas, ils drainent nos ressources... Vieille histoire. Et ils ne parlent pas notre langue. Mon fils a pu voir cette affiche à l'intérieur d'une usine en Californie : *Talk Spanish, get paid in pesos* (« Parlez espagnol et on vous paie en pesos. »)

Malgré l'intégration réussie de nombreux Latinos dans la société américaine,⁵ beaucoup de Blancs redoutent l'impact culturel et « racial » de l'immigration hispanique. Crispation, sans doute, devant le fait que la vieille majorité blanche, anglo-saxonne et protestante n'est plus majoritaire dans le pays : il n'y a même pas un seul WASP (White Anglo-Saxon Protestant) à la Cour Suprême, par exemple. Selon les projections officielles, la majorité du pays ne sera plus « blanche » en 2043. Des études montrent que cela tend à rendre l'attitude des Blancs plus hostile à l'égard de la diversité. Les Latinos en souffrent, et les immigrés sans papiers sont particulièrement vulnérables.

Comme les Latinos sont devenus plus nombreux que les Noirs, les électeurs latinos — donc ceux qui sont citoyens — commencent à avoir un poids politique important. Ils ont voté massivement pour Obama en 2008, et en 2012, le fait que Mitt Romney, le candidat Républicain de cette élection présidentielle, ait préconisé l'auto-déportation des « sans-papiers » a été l'un des facteurs de sa défaite. C'est leur poids électoral autant qu'un sentiment d'humanité ordinaire qui ont poussé, depuis plus d'une décennie, les Démocrates et même certains

5 Ainsi, deux hommes politiques Républicains qui briguent la nomination de leur parti pour la présidence sont d'origine « hispanique » ; dans le baseball, notre sport national historiquement, les noms les plus courants des joueurs dans les Grandes Ligues (*The Major Leagues*) sont Rodriguez et Gonzales...



Républicains à essayer de faire passer une loi qui permettrait aux immigrés sans papiers qui vivent, travaillent et payent leurs impôts ici d'être régularisés.

C'est l'échec à chaque fois. Le préjugé anti-immigré est particulièrement fort dans la base du Parti Républicain — le Parti majoritaire au Congrès, rappelés-le. En désespoir de cause, le Président Obama a utilisé son pouvoir exécutif pour permettre à ceux qui sont venus, enfants, d'acquérir un permis de séjour temporaire et pour mettre fin aux déportations. Résultat : le Texas et 24 autres Etats ont porté plainte pour abus d'autorité et un tribunal fédéral leur a donné raison. Le gouvernement fera sans doute appel devant la Cour Suprême.

Un choix politique fondamental se posera aux prochaines élections. Hillary Clinton, la candidate Démocrate présumée, a souhaité qu'on accorde aux immigrés entrés illégalement aux Etats-Unis un moyen d'acquérir la citoyenneté, car elle voit que leur déportation en masse serait impensable, impossible. Si le prochain candidat du Parti Républicain ne veut pas perdre automatiquement près de 15% des électeurs potentiels, il faudra qu'il prenne une position semblable. Mais en ce cas-là, comment pourrait-il faire bouger sa base réactionnaire et obtenir la nomination de son Parti ?

David BALL
dball@smith.edu

Equipe revue de ce numéro 789:

- Rédaction et maquette: Stéphane Julien
- Relecture, routage et trésorerie: Francine Moreau
- Envoi des contributions pour le N°790: jusqu'au 1^{er} septembre 2015.

Compte-rendu de la venue de Dashty Jamal à Caen

Dans le cadre d'une mobilisation depuis plusieurs mois en solidarité avec les luttes sociales et féministes au Moyen-Orient, Dashty Jamal, secrétaire de la Fédération internationale des réfugiés irakiens et militant du Parti communiste-ouvrier du Kurdistan, est venu à Caen le mercredi 25 mars 2015.

Il a été interviewé pour l'émission *Racailles* diffusée sur Radio Bazarnaom (92.3 FM, mise en ligne sur internet), et a donné une conférence à l'Université de Caen où il a notamment évoqué la priorité de lutter contre l'État islamique, « nouveau fascisme », les camps de réfugiés, les milices d'autodéfense, la réalité de l'oppression des femmes et de la répression des luttes ouvrières en Irak et au Kurdistan autonome. Une collecte de 85 euros à la fin de la réunion publique a été reversée pour la Fédération internationale des réfugiés irakiens, et un don de 500 euros pour les partis communistes-ouvriers d'Irak et du Kurdistan a été remis à Dashty Jamal par les militants caennais.

S.J.

D'où vient l'argent ?

Abonnements, réabonnements 2^e trimestre 2015:

Alletru J.-P. (92), Camier B. (Guadeloupe), Carpentier Marie-Nelly (75), Courrière Raymonde (75), Dessenne Luce (62), Janin G. (05), Lardin J.-P. (54), Mossé J.-M. (31), Senikiès Dominique (92), Vasnier G. (78), Université Berkeley (USA).

Souscriptions 2^e trimestre 2015:

Courrière Raymonde (75), Janin G. (05), Lardin J.-P. (54), Mossé J.-M. (31), Senikiès Dominique (92), Vasnier G. (78).

Remboursement de 250 euro de la part du GLI de Genève, pour les brochures Fimmen.

Abonnements – Réabonnements (23 euros)

Nom..... Prénom.....

Adresse.....

Pour l'abonnement, je règle :23 €

En plus de mon abonnement, j'alimente la souscription permanente en versant : €

Total : €

Chèque postal ou bancaire, à l'ordre des Amis de la Révolution Proletarienne CCP : 8044 64 Y PARIS, adressé à Jean Moreau, 26, rue des Rosiers, 75004 PARIS